

# IL S'AGIT DE L'UE ET NON DE SON ÉLARGISSEMENT AUX BALKANS OCCIDENTAUX...

## LA POSITION DE L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE SUR L'ADHÉSION À L'UE DES BALKANS OCCIDENTAUX

### **Auteurs:**

Christine Hübner

Jan Eichhorn

Luuk Molthof

d|part – Think Tank  
for political participation

Srđan Cvijić

Open Society  
European Policy Institute

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier également Hedvig Morvai, Jasna Jelisić, Pierre Mirel, Sébastien Gricourt, Florent Marciacq, Loïc Tregoures, Anouar El-Anouni, Ivan Vejvoda, Vedran Dzihic et Teresa Reiter, pour les précieux conseils qu'ils nous ont dispensé lors de l'élaboration de la méthodologie de cette recherche, ainsi que la Fondation Erste pour sa contribution à cette recherche.

**OPEN SOCIETY  
FOUNDATIONS**

© 2021 Open Society Foundations



Cette publication est disponible en format PDF sur le site web d'Open Society Foundations sous un Creative Commons license qui permet de copier et de distribuer la publication, uniquement dans son intégralité, à condition qu'il est attribué aux Open Society Foundations et utilisé à des fins éducatives non commerciales ou de politique publique. Les photographies ne peuvent pas être utilisées séparément de la publication.

[opensocietyfoundations.org](https://opensocietyfoundations.org)

# TABLE DES MATIÈRES

2	<b>RÉSUMÉ ANALYTIQUE</b>
4	<b>INTRODUCTION</b>
7	<b>1. EN FRANCE, LA PLUPART DES CITOYENS S'OPPOSENT À L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE AUX BALKANS OCCIDENTAUX, MAIS ILS NE CONSIDÈRENT PAS LA QUESTION COMME ÉTANT ESSENTIELLE</b>
12	<b>2. LES ATTITUDES VIS-À-VIS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE AUX BALKANS OCCIDENTAUX REFLÈTENT PLUS UNE OPINION GÉNÉRALE SUR L'UE QUE DES PRÉOCCUPATIONS OU DES CONNAISSANCES PARTICULIÈRES</b>
20	<b>3. LES PARTISANS ET LES OPPOSANTS PARTAGENT DES PRÉOCCUPATIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES BALKANS OCCIDENTAUX, MAIS SEMBLENT LES ABORDER DE MANIÈRE DIFFÉRENTE</b>
27	<b>4. LA COMMUNICATION DOIT ABORDER, AVANT TOUT, LES INQUIÉTUDES GÉNÉRALES CONCERNANT L'UE</b>
30	<b>CONCLUSION</b>
33	<b>ANNEXE</b>

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La France compte parmi les pays européens avec les taux les plus élevés de désaccord du public en ce qui concerne l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne. Sur quoi repose ce désaccord et à quel point la question de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est-elle importante pour les habitants de la France ? Utilisant une combinaison de données d'enquête de 2020 représentatives de la population française adulte, ainsi que des groupes de discussion approfondie avec des électeurs français, le présent rapport fournit un aperçu exhaustif sur les points de vue des Français sur la question de savoir si les pays des Balkans occidentaux devraient ou non rejoindre l'UE. Les résultats sont importants pour les décideurs politiques et les acteurs de la société civile. Nos conclusions les plus importantes sont les suivantes :

**1. La majorité des habitants de la France s'opposent à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, mais pour la plupart d'entre eux, il ne s'agit pas là d'un problème essentiel et les attitudes ne sont pas affichées avec fermeté.**

La majorité des répondants ont indiqué qu'il serait plutôt négatif ou très négatif que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie rejoignent l'UE, près de 60 % d'entre eux étant opposés à cette idée. Néanmoins, moins d'un tiers d'entre eux ont affirmé que l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE affecterait beaucoup leur vie ou du moins quelque peu, et presque la moitié des répondants avaient un avis différent sur la question selon qu'ils étaient interrogés sur la région en général ou sur des pays en particulier. Ceci montre que la

plupart des Français accordent peu d'importance à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux et n'ont pas d'avis arrêté sur la question.

**Les attitudes face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux reflètent plus une opinion générale sur l'UE que des stéréotypes ou des inquiétudes propres à des pays en particulier des Balkans occidentaux.**

Parmi les répondants à l'enquête, ceux qui désapprouvaient l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE tendaient à avoir une opinion bien plus négative sur l'Union que ceux qui approuvaient l'élargissement de l'UE à cette région. Un « opposant » sur deux avait une image assez ou très négative de l'UE. En revanche, presque deux tiers des « partisans » affirmaient qu'ils avaient une image très ou assez positive de l'UE. Ceci suggère que pour beaucoup de Français, les avis sur la question de savoir si les Balkans occidentaux devraient rejoindre l'UE reflètent leur opinion sur l'UE en général.

**2. Les « partisans » et les « opposants » partagent certaines inquiétudes concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, mais ils parviennent à des conclusions différentes en ce qui concerne la capacité de l'UE à faire face à ces problèmes.**

Fondamentalement, les personnes favorables à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE pensent que l'UE peut affronter les difficultés suscitées par l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, notamment celles d'ordre économique, alors que les répondants qui s'y opposaient se montraient moins optimistes à cet égard. Ces

constatations soutiennent davantage encore la conclusion selon laquelle les avis sur l'élargissement de l'UE dans les Balkans occidentaux reflètent l'opinion que les citoyens se font de l'UE, de sa capacité à intégrer de nouveaux États membres et des conséquences de cet élargissement pour la France.

**3. Le gouvernement français devrait garder à l'esprit le fait que, pour la plupart de ses citoyens, l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ne constitue pas une question importante.**

Au vu de la faible importance de la question pour les électeurs français, il semble peu probable qu'une poursuite du processus d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux puisse avoir un impact significatif sur la politique interne française en général, et sur le processus électoral, en particulier. Les inquiétudes quant à la possibilité que le gouvernement français soit pénalisé par l'électorat pour avoir fait avancer l'élargissement ne trouvent pas de fondement dans cette recherche. Cela ne signifie pas que les décideurs politiques ne devraient pas faire preuve de vigilance face au désenchantement sur la question. Pour de nombreuses personnes en France, l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est associé à des

préoccupations concernant la cohésion européenne, ainsi qu'à des sentiments de méfiance à l'égard de l'UE et de manque de contrôle.

**4. La communication concernant l'élargissement aux Balkans occidentaux doit rassurer ceux qui nourrissent des inquiétudes latentes et répondre aux préoccupations générales des électeurs français.**

Si l'on ne répond pas aux préoccupations plus larges des citoyens concernant la cohésion européenne et l'avenir de l'UE, un nouvel élargissement de l'UE pourrait exacerber encore le mécontentement des Français envers l'UE. Sur le long terme, la meilleure voie à suivre consisterait ainsi à renforcer la confiance des citoyens envers l'UE, ses institutions ainsi que ses règles et procédures, et à garantir que la communication sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ne favorise pas une attitude négative concernant la cohésion européenne parmi les électeurs français. À l'heure de songer aux Balkans occidentaux, des arguments abstraits risquent fort peu d'affecter l'opinion des citoyens, alors que l'encouragement des expériences personnelles (comme les possibilités de tourisme) présente un certain potentiel positif.

# INTRODUCTION

Le mois d'octobre 2019 devait être la prochaine étape de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. L'Albanie et la Macédoine du Nord espéraient avancer jusqu'au niveau suivant dans le processus d'adhésion à l'Union européenne à la suite du sommet tenu le 17 octobre. Néanmoins, la France et les Pays-Bas ont opposé leur veto au déclenchement de la phase suivante des négociations avec l'Albanie, et la France a également opposé son veto concernant la progression de la Macédoine du Nord.<sup>1</sup> Les répercussions ont été importantes, puisque les discussions ne portaient pas uniquement sur l'avenir de ces deux pays, mais sur celui de l'élargissement

de l'UE en général.<sup>2</sup> Après que la Commission européenne ait proposé des modifications aux règles qui régissent le processus<sup>3</sup>, en mars 2020, les deux États membres ont fini par changer de position.<sup>4</sup> Pourtant, leur franche opposition initiale a laissé une trace durable sur le débat concernant l'élargissement de l'UE.

La responsabilité du gouvernement français vis-à-vis ces répercussions est particulièrement importante. Bien que le président français, Emmanuel Macron, plaide depuis longue date pour une intégration européenne plus forte, il a exprimé de manière

- 
- 1 Nielsen, N. (2019). « EU fails to deliver on Albania and North Macedonia » (L'UE ne tient pas ses promesses concernant l'Albanie et la Macédoine du Nord). *EU Observer*, 18 octobre 2019. Disponible à l'adresse <https://euobserver.com/enlargement/146329>.
  - 2 Cvijic, S. et Cerimagic, A. (2020). « Rebuilding our House of Cards: With More Glue » (Reconstruire un château de cartes : avec plus de colle). Institute for Democracy : Societas Civilis Policy Paper (document politique) n° 52. Skopje : Institute for Democracy : Societas Civilis. Disponible à l'adresse [https://idscs.org.mk/wp-content/uploads/2020/11/9\\_A5\\_REBUILDING-OUR-HOUSE-OF-CARDS-WITH-MORE-GLUEENG.pdf](https://idscs.org.mk/wp-content/uploads/2020/11/9_A5_REBUILDING-OUR-HOUSE-OF-CARDS-WITH-MORE-GLUEENG.pdf).  
« European Stability Initiative » (Initiative pour la stabilité européenne) (2020). « Hamster in the Wheel Credibility and EU Balkan policy » (Le hamster dans la roue de la crédibilité et la politique de l'UE concernant les Balkans). Rapport ESI, 15 janvier 2020. Disponible à l'adresse <https://www.esiweb.org/sites/default/files/reports/pdf/ESI%20-%20Hamster%20in%20the%20Wheel%20-%2015%20January%202020.pdf>.
  - 3 Cvijic, S., Kirova, I., Kirchner, M.J., et Nechev, Z. (2019). « From Enlargement to the Unification of Europe: Why the European Union needs a directorate general Europe for future members and association countries » (De l'élargissement à l'unification de l'Europe : pour quelle raison l'Union européenne a besoin d'une direction générale de l'Europe pour les futurs membres et les pays associés), Bruxelles : Open Society European Policy Institute. Disponible à l'adresse [https://www.opensocietyfoundations.org/publications/from-enlargement-to-the-unification-of-europe#publications\\_download](https://www.opensocietyfoundations.org/publications/from-enlargement-to-the-unification-of-europe#publications_download).
  - 4 Delevic, M. et Prelec, T. (2019). « Flatter and faster: New Western Balkans pathways to the EU » (Plus catégorique et plus rapide : les nouvelles voies des Balkans occidentaux vers l'UE). *Conseil européen des relations étrangères*, 24 octobre 2019. Disponible à l'adresse [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_flatter\\_and\\_faster\\_new\\_western\\_balkans\\_pathways\\_to\\_the\\_eu](https://www.ecfr.eu/article/commentary_flatter_and_faster_new_western_balkans_pathways_to_the_eu).
  - 5 Maksimov, V. (2020). « Commission tries to breathe new life into EU enlargement » (La Commission tente d'insuffler une nouvelle vie dans l'élargissement de l'UE). *EURACTIV*, 5 février 2020. Disponible à l'adresse <https://www.euractiv.com/section/all/news/commission-tries-to-breathe-new-life-into-eu-enlargement/>.
  - 6 Maksimov, V. (2020). « EU moves to start membership talks with North Macedonia, Albania » (L'UE bouge pour entamer les discussions d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie). *EURACTIV*, 23 mars 2020. Disponible à l'adresse <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/eu-moves-to-start-membership-talks-with-north-macedonia-albania/>.

répétée ses inquiétudes concernant un élargissement plus poussé.<sup>5</sup> Il se présentera à sa réélection en 2022, et ses partisans ont soutenu que la perspective de Macron reflétait l'opinion d'une grande partie de la population française. Dans les sondages, une claire majorité de la population adulte française se déclarait opposée à l'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne. Dans l'Eurobaromètre 2019, par exemple, seul un tiers des répondants français (32 %) approuvaient le principe d'un élargissement, alors que 58 % d'entre eux indiquaient s'y opposer.<sup>6</sup> Qui plus est, le public français semblait, également, s'opposer en particulier à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Un sondage mené en décembre 2018 a mis en évidence une opposition importante à l'adhésion de l'Albanie et du Kosovo à l'UE (avec 56 % d'oppositions), d'autres pays des Balkans occidentaux faisant l'objet d'un refus marginalement plus faible (52 % d'oppositions pour la Serbie et la Bosnie-Herzégovine et 44 et 43 %, respectivement, d'oppositions pour la Macédoine du Nord et le Monténégro).<sup>7</sup>

Concernant l'élargissement, la France n'est pas le seul pays dont la population est sceptique, mais il s'agit de l'un des pays avec les taux de refus du public les plus élevés. Seuls les Pays-Bas comptent plus d'opposants à un élargissement plus poussé de l'UE (60 %), bien que le taux de refus s'avère aussi élevé en Allemagne (57 %), en Autriche (57 %) et en Belgique (56 %). Néanmoins, par rapport à ces pays, l'opposition française à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE apparaît significativement plus prononcée.<sup>8</sup>

L'opposition du gouvernement français à l'adhésion de nouveaux États membres des Balkans occidentaux reflète-t-elle vraiment le point de vue de la majorité de la population française ? Autrement dit, un tel choix était-il prudent sur le plan électoral ?

Bien que les sondages puissent sembler soutenir un tel point de vue, tirer une conclusion ferme s'avère plus difficile. Dans le cadre de toute enquête, les réponses doivent être comprises comme un partage du point de vue des répondants sur la question au moment où ils sont interrogés. Néanmoins, la situation est différente quand il s'agit de mesurer l'importance d'une certaine question aux yeux du public et, en particulier, la mesure dans laquelle ladite question a un impact sur les décisions de vote. Ceci signifie que les données des sondages existants ne permettent pas de répondre à la question importante de savoir à quel point l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est important pour la population française, et dans quelle mesure l'avis des citoyens sur le sujet est lié aux choix politiques.

---

## L'opposition du gouvernement français à l'adhésion de nouveaux États membres des Balkans occidentaux reflète-t-elle vraiment le point de vue de la majorité de la population française ? Autrement dit, un tel choix était-il prudent sur le plan électoral ?

- 
- 5 Tcherneva, V. et Varma, T. (2019). « After the French veto: The new scramble for the Western Balkans » (Après le veto français : le nouveau cafouillage pour les Balkans occidentaux). *European Council on Foreign Relations*, 25 octobre 2019. Disponible à l'adresse [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_after\\_the\\_french\\_veto\\_the\\_new\\_scramble\\_for\\_the\\_western\\_balkans](https://www.ecfr.eu/article/commentary_after_the_french_veto_the_new_scramble_for_the_western_balkans).
- 6 Commission européenne. (2019) « Eurobaromètre Standard 91. L'opinion publique dans l'Union européenne sur les priorités de l'Union européenne. » *Direction générale de la communication*. Disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2253>.
- 7 YouGov (2018). « YouGov/Eurotrack Survey Results » (Résultats de l'enquête YouGov/Eurotrack). *YouGov*. Disponible à l'adresse [https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus\\_uploads/document/ofavfkfy8j/YouGov%20Eurotrack%20EU%20membership%20202.pdf](https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/ofavfkfy8j/YouGov%20Eurotrack%20EU%20membership%20202.pdf)
- 8 Smith, M. (2019). « Eurotrack: which countries do Europeans think should be in the EU? » (Eurotrack : quels pays devraient faire partie de l'UE d'après les Européens ?). *YouGov*, 5 mars 2019. Disponible à l'adresse <https://yougov.co.uk/topics/international/articles-reports/2019/03/05/eurotrack-it-was-mistake-admit-romania-and-bulgari>

Au moins trois questions concernant la position des Français par rapport à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux sont demeurées sans réponse.

5. Premièrement, même si, dans les sondages, la majorité du public français se déclare opposée à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, nous ignorons l'importance réelle de la question pour les répondants. Les sondages cherchent rarement à déterminer si l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux constitue un sujet auquel les citoyens songent souvent et s'ils considèrent (ou non) qu'il pourrait affecter leur vie d'une manière significative. Pourtant, si nous ignorons l'importance de la question, nous ne pouvons pas juger à quel point la position des citoyens par rapport à ladite question influence les comportements de vote.
6. Deuxièmement, les sondages existants ne nous permettent pas de tirer des conclusions déterminant si les avis sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE sont spécifiques à l'appréciation de ces pays ou s'ils reflètent d'autres questions plus larges concernant l'élargissement de l'UE. Bien que le public français s'y oppose, en général, leur opposition à ce que la plupart des pays des Balkans occidentaux rejoignent l'UE est quelque peu plus faible que leur refus de l'élargissement de l'UE en tant que tel. Dans quelle mesure les évaluations de ces pays sont-elles liées aux points de vue sur l'UE, et à l'élargissement de l'UE d'une manière plus générale ?

7. Troisièmement, nous ignorons dans quelle mesure les avis sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE se fondent sur des stéréotypes, une connaissance fondée de la région ou une connaissance des procédures d'élargissement de l'UE.

Le présent rapport aborde ces questions. Il fournit des analyses plus approfondies concernant les avis de la population française sur la question de savoir si les Balkans occidentaux devraient rejoindre ou non l'Union européenne. Utilisant une combinaison de données d'enquête représentatives de la population française adulte, ainsi que des groupes de discussion approfondie avec des électeurs français<sup>9</sup>, nous identifions des attitudes différentes et nuancées, ainsi que des profils différents selon l'importance qu'ils accordent à cette question, et nous explorons ce qui caractérise et dirige les attitudes concernant les Balkans occidentaux et l'élargissement de l'UE en France. Le présent rapport résume les principales constatations aussi bien de l'enquête que des recherches menées avec les groupes de discussion. Il fournit une nouvelle vision, nuancée, de l'opinion de la population française sur les Balkans occidentaux et l'avenir de l'Union européenne, ainsi que des recommandations claires sur la communication relative à cette question.

---

9 N = 2 025 Adultes français, âgés de 18 ans ou plus, représentatifs de la population adulte française par sexe, âge, région et niveau d'études. Enquête de mars 2020. Groupes de discussion avec un total de 28 participants, recrutés pour représenter des points de vue divers sur l'élargissement de l'UE, réunis à Lyon (France), en septembre 2020. Tous les noms fournis dans ce rapport sont des pseudonymes reflétant le sexe des participants. Voir l'annexe pour en savoir plus sur les méthodes utilisées.



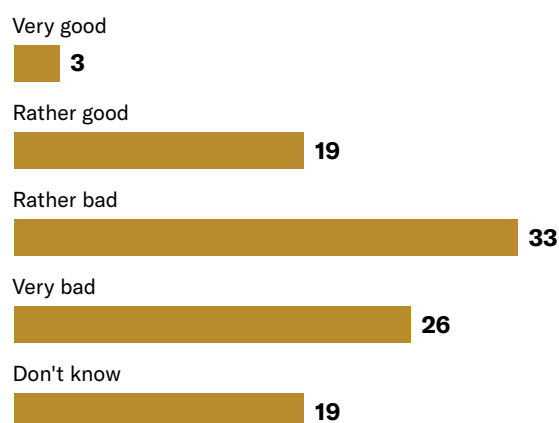
# 1. EN FRANCE, LA PLUPART DES CITOYENS S'OPPOSENT À L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE AUX BALKANS OCCIDENTAUX, MAIS ILS NE CONSIDÈRENT PAS LA QUESTION COMME ÉTANT ESSENTIELLE

Bien que la plupart des répondants en France se déclarent opposés à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, pour la majorité d'entre eux, cette question n'est pas essentielle, et les attitudes exprimées ne semblent pas être soutenues avec fermeté. Si l'on combine les attitudes et l'importance accordée à la question de savoir si les pays des Balkans occidentaux devraient ou non rejoindre l'UE, l'on peut distinguer plusieurs profils distincts parmi la population française.

## SCHÉMA 1

### Attitudes concernant l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE (%)<sup>10</sup>

Avis concernant l'adhésion des pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Macédoine du Nord et Serbie) à l'UE (%), N = 2 025 répondants



<sup>10</sup> Libellé de la question : « De manière générale, pensez-vous qu'un élargissement de/ l'adhésion à l'Union européenne représente une bonne ou une mauvaise chose, avec l'adhésion des pays des Balkans occidentaux - l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la République de Macédoine du Nord ou la Serbie ? » À noter que chaque libellé de question (« élargissement de » ou « l'adhésion à ») a été utilisé au hasard pour la moitié des répondants respectivement, afin de tester leur sensibilité au libellé. Les résultats ne se sont pas avérés différents sur le plan statistique pour chaque groupe, de sorte que toutes les réponses sont analysées conjointement.

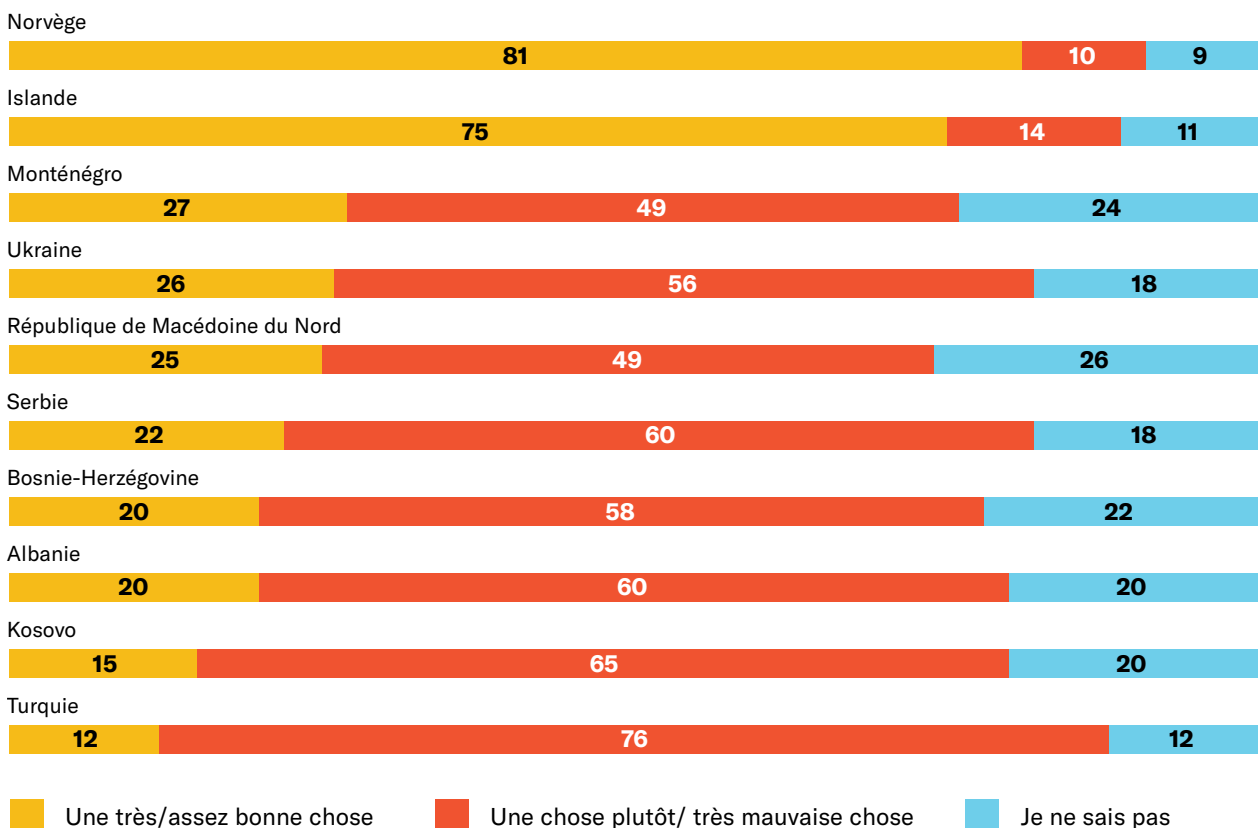
Pour sonder les points de vue du public français sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne, nous avons demandé aux répondants et aux participants aux groupes de discussion leurs avis sur la question et sur la mesure dans laquelle celle-ci était importante pour eux personnellement. Les résultats confirment les conclusions des sondages précédents (schéma 1). Avec 60 % d'oppositions, la plupart des répondants ont indiqué qu'il serait plutôt (33 %) ou très (26 %) négatif que des pays comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie rejoignent l'UE. D'autre part, 22 % des personnes interrogées considéraient une telle adhésion très ou plutôt positive, et encore 19 % ont indiqué qu'elles ne savaient pas comment évaluer la question.

Les taux d'opposition pour les pays au titre individuel dans les Balkans occidentaux sont largement comparables (entre 49 et 65 %), et bien plus élevés que pour la Norvège et l'Islande, mais plus bas que pour la Turquie (schéma 2). À peu près la moitié des répondants se déclarent opposés à ce que le Monténégro et la Macédoine du Nord rejoignent l'UE (49 %, contre 27 et 25 % de personnes favorables pour chaque pays respectif). Jusqu'à 60 % des répondants ne souhaitent pas voir la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et l'Albanie rejoindre l'UE (contre environ 20 % de personnes favorables) et jusqu'à 65 % s'opposent à l'adhésion du Kosovo (avec seulement 15 % de personnes en faveur de l'intégration de ce dernier pays).

## SCHÉMA 2

### Attitudes vis-à-vis de l'adhésion individuelle des pays des Balkans occidentaux à l'UE<sup>11</sup>

Avis concernant l'adhésion à l'UE des pays individuels ci-dessous à l'avenir en comparaison (en %),  
 N = 2 025 répondants



11 Libellé de la question : « Pour chacun des pays indiqués ci-dessous, veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez qu'il serait une bonne ou une mauvaise chose globalement que ces pays adhèrent un jour à l'Union européenne. »

**Interrogés sur l'impact, sur le plan personnel, d'une accession potentielle de la Turquie, 53 % des répondants français (presque le double que pour la même question concernant les Balkans occidentaux) ont indiqué qu'une décision sur ce sujet affecterait leur vie.**

Néanmoins, la deuxième question, concernant l'importance de la question, montre qu'une majorité de répondants français ne considère pas l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux comme un sujet très important. Moins d'un tiers (28 %) des répondants ont indiqué que l'intégration des pays des Balkans occidentaux à l'UE affecterait leur vie de manière importante ou du moins quelque

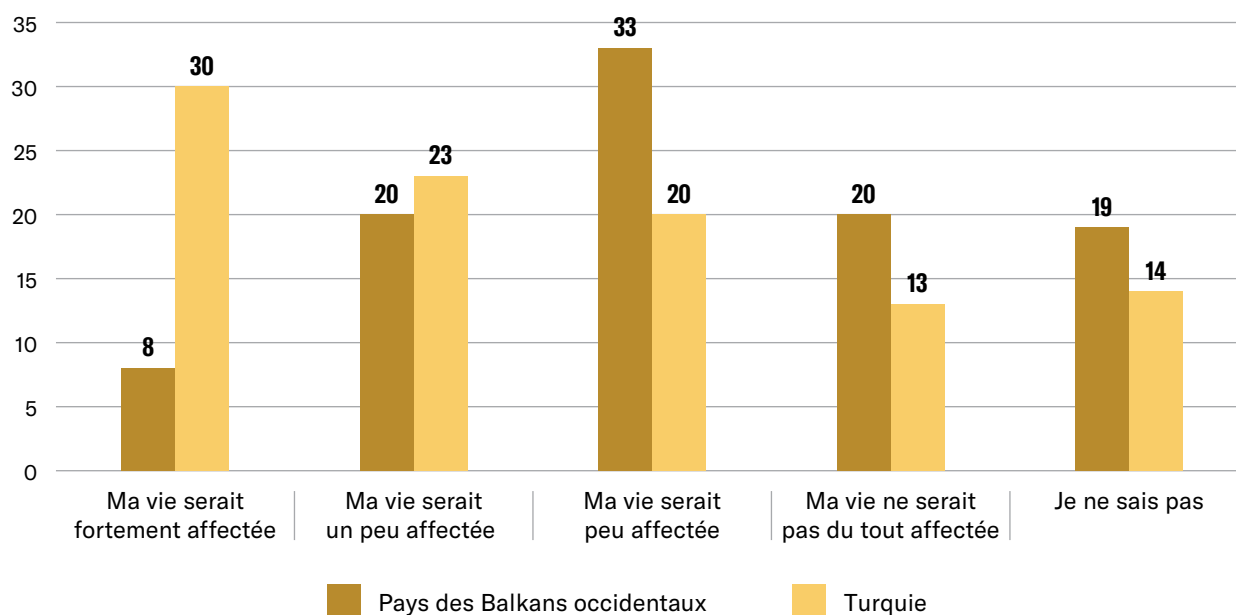
peu (schéma 3). La plupart des répondants pensaient que ce volet de la politique de l'UE n'affecterait pas tellement leur vie ou pas du tout (53 %) et 19 % n'avaient pas d'avis concernant l'importance de la question.

Cette faible importance apparaît particulièrement frappante si l'on compare les avis des répondants concernant l'accèsion des pays des Balkans occidentaux à ceux relatifs à l'accèsion de la Turquie (schéma 3). Interrogés sur l'impact, sur le plan personnel, d'une accession potentielle de la Turquie, 53 % des répondants français (presque le double que pour la même question concernant les Balkans occidentaux) ont indiqué qu'une décision sur ce sujet affecterait leur vie. De surcroît, le taux de répondants ayant affirmé que l'adhésion de la Turquie à l'UE « affecterait beaucoup leur vie » (30 %) est plus de trois fois supérieur au taux de répondants ayant fourni la même réponse concernant les pays des Balkans occidentaux (8 %).

### SCHÉMA 3

**Importance de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux par rapport à l'adhésion de la Turquie à l'UE<sup>12</sup>**

Mesure dans laquelle l'accèsion des pays des Balkans occidentaux/de la Turquie à l'Union européenne affecterait la vie du répondant (en %), N = 2 025 répondants



12 Libellé de la question : « A votre avis, à quel point votre vie serait-elle affectée par l'adhésion des pays des Balkans occidentaux/de la Turquie à l'Union européenne ? »

Nous constatons également qu'une partie substantielle de répondants français ne semblent pas avoir adopté une position ferme concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Presque la moitié des répondants (43 %) avaient changé d'avis sur la question entre le début et la fin de l'enquête, fournissant une réponse différente selon qu'ils étaient interrogés sur leur position quant à l'adhésion à l'UE de la région dans son ensemble ou sur chacun des pays expressément.<sup>13</sup> 9 % sont allés jusqu'à modifier leurs réponses d'une façon marquée, passant de positif à négatif, et vice-versa. Cette impression a été confirmée dans les groupes de discussion, où toute une série de participants ont reconnu qu'ils n'avaient pas d'avis très arrêtés concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. D'autres ont reconnu expressément que la question était difficile et qu'ils ne savaient pas quoi en penser.

La faible importance générale de la question, associée aux indications qu'une bonne partie des répondants ne semblent pas avoir des avis très arrêtés à ce sujet, suggère que, pour une partie substantielle de la population française, l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE ne revêt pas énormément d'importance. Les attitudes ne sont guère profondément enracinées et il semble peu probable que la question puisse influencer fortement les décisions de vote et les évaluations politiques (du moins pour la plupart de la population, pour qui la question revêt peu d'importance).

Pour comprendre aussi bien les nuances dans les avis des citoyens sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE que la variation de ces avis à travers la France, les discussions sur la question doivent dépasser les oppositions binaires acceptation-refus simples. Les évaluations de l'opinion publique française devraient aussi opérer

## **Pour une partie substantielle de la population française, l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE ne revêt pas énormément d'importance. Les attitudes ne sont guère profondément enracinées et il semble peu probable que la question puisse influencer fortement les décisions de vote et les évaluations politiques.**

une distinction entre ceux qui considèrent que la question revêt beaucoup d'importance et qu'elle les affectera personnellement, et ceux pour lesquels il n'en est pas ainsi.

La combinaison des attitudes et la question de l'importance révèlent au moins cinq groupes distincts de personnes, lesquelles ont toutes des avis différents concernant l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE (tableau 1) :

- Un groupe considérable de personnes (22 % de l'échantillon total) qui s'opposent à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE et pour qui la question est importante et représente donc une préoccupation de taille (**opposants particulièrement concernés**).
- Un très petit groupe de personnes (4 % de l'échantillon total) qui se montrent favorables à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE et pour qui cela fera vraiment une différence dans leur propre vie donc pour qui il s'agit d'une question importante (**partisans particulièrement concernés**).

13 Voici les deux questions : (1) « Certains pensent que l'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux est souhaitable, tandis que d'autres pensent que cela n'est pas souhaitable. Laquelle des positions listées ci-dessous se rapproche le plus de votre point de vue ? » et (2) « De manière générale, pensez-vous qu'un élargissement de/ l'adhésion à l'Union européenne représente une bonne ou une mauvaise chose, avec l'adhésion des pays des Balkans occidentaux - l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la République de Macédoine du Nord ou la Serbie ? »

- Une majorité de citoyens (54 % de l'échantillon total) pour qui l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE revêt, de manière générale, peu d'importance. Même si ces personnes n'ont pas d'avis très arrêté sur la question, elles expriment des attitudes lorsqu'elles sont interrogées. Ce groupe englobe également les répondants ayant exprimé une attitude, mais ayant déclaré ne pas être sûrs de l'importance de la question pour eux.<sup>14</sup>
- Parmi les répondants accordant peu d'importance à la question, 18 % sont principalement favorables à ce que les Balkans occidentaux rejoignent l'UE (**partisans peu concernés**), alors que 36 % font part d'une certaine inquiétude (**opposants peu concernés**).
- Un groupe de personnes (19 % l'échantillon total), qui sont **indécises** ou qui n'ont pas d'avis sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE.

## TABLEAU 1

Profils d'attitude et d'importance concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux

		ATTITUDES CONCERNANT L'ADHÉSION DES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX À L'UE		
		Très/Plutôt positif	Très/Plutôt négatif	Je ne sais pas
<b>Importance de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE</b>	Cela affecterait ma vie quelque peu/beaucoup	4 % (Accord — particulièrement concerné)	22 % (Désaccord — particulièrement concerné)	19 % (Indécis(e))
	Cela n'affecterait pas ma vie tellement/du tout/ Je ne sais pas	18 % (Accord — peu concerné)	36 % (Désaccord — peu concerné)	

Pour rendre compte aussi bien des nuances dans les avis des citoyens sur l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE que de la variation des avis à travers la France, dans le reste du présent rapport, nous opérons une distinction entre les répondants et les participants aux groupes de discussion, sur la base aussi bien de leurs attitudes vis-à-vis de la question que de l'importance que celle-ci revêt pour eux. Nous caractérisons les groupes suivants, chacun représentant une part considérable de la population française, en fonction de leur attitude et de l'importance perçue de l'adhésion (ou non) des pays des Balkans occidentaux à l'UE :

- (i) **opposants particulièrement concernés** (22 % de l'échantillon total) ;
- (ii) **opposants peu concernés** (36 % de l'échantillon total) ;
- (iii) **partisans** (22 % de l'échantillon total, indépendamment de l'importance accordée à la question, combinant les partisans particulièrement et peu concernés) ;
- (iv) un **groupe** de participants **indécis** (19 % de l'échantillon total).

14 On peut traiter ceci soit en tant qu'une réponse-« Je ne sais pas » distinctive à la question de l'importance, soit considérer qu'il s'agit d'une expression de la faible importance en général. La dernière option semble se justifier : si une personne affirme « Je ne sais pas », elle ne pense pas que la question soit importante ou ne souhaite pas s'y intéresser davantage.

## 2. LES ATTITUDES VIS-À-VIS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE AUX BALKANS OCCIDENTAUX REFLÈTENT PLUS UNE OPINION GÉNÉRALE SUR L'UE QUE DES PRÉOCCUPATIONS OU DES CONNAISSANCES PARTICULIÈRES

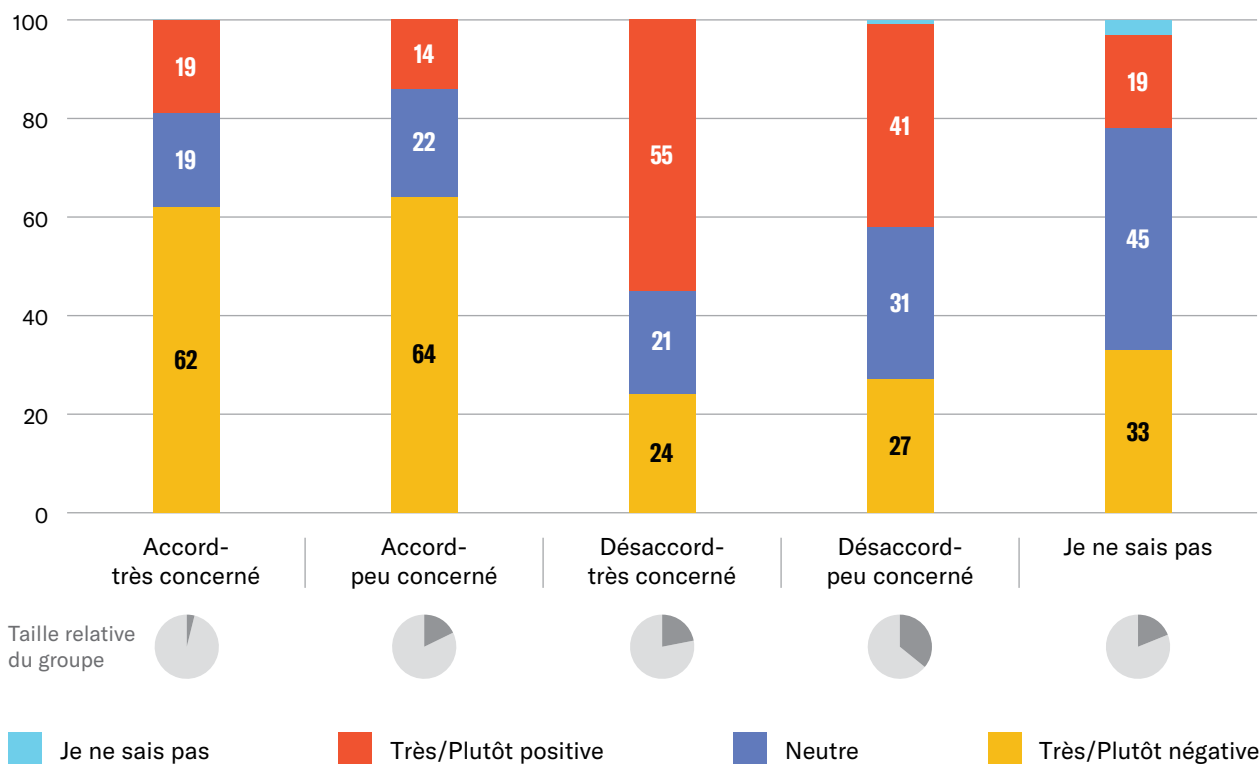
En France, les attitudes vis-à-vis de l'adhésion (ou non) des pays des Balkans occidentaux à l'UE sont, pour la plupart, étroitement associées aux attitudes générales des citoyens à l'égard de l'UE et au fait de se sentir représentés par les politiciens élus. Pour la plupart des participants à la recherche, leur position sur la question n'était pas tellement liée à leur niveau de connaissance, leur expérience particulière ou des stéréotypes sur les pays des Balkans occidentaux susceptibles de rejoindre l'UE. Au lieu de cela, les attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux étaient, pour la plupart, associées à des appréciations plus générales de l'état de l'UE, de son avenir, de l'élargissement de l'UE en général et à la mesure dans laquelle les citoyens pensaient que la France était bien représentée au sein de l'UE.

Parmi les répondants à l'enquête, ceux qui désapprouvaient l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE tendaient à avoir une opinion bien plus négative sur l'Union que ceux qui approuvaient l'élargissement de l'UE à cette région. Un opposant sur deux avait une image plutôt ou très négative de l'UE (55 % des répondants pour qui la question revêtait beaucoup d'importance et 41 % des opposants peu concernés, schéma 4). En revanche, presque deux tiers des partisans (indépendamment de l'importance accordée à la question) ont affirmé avoir une image plutôt ou très positive de l'UE (entre 62 et 64 %), contre seulement un quart des opposants (24 et 27 %, en fonction de l'importance accordée à la question).

## SCHÉMA 4

### Image de l'Union européenne, par attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux<sup>15</sup>

Image de l'Union européenne parmi les groupes affichant des attitudes et accordant une importance différente face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux (en %), N = 2 025 répondants



Plus spécifiquement, ceux qui s'opposaient à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, et dans une certaine mesure ceux qui étaient incertains sur la question, avaient bien plus de chances d'affirmer que l'intégration européenne était allée trop loin que ceux qui étaient favorables (56 %, contre juste 11 % parmi les partisans). Ce sentiment que l'intégration européenne est allée trop loin a été clairement exprimé par les opposants dans les groupes de discussion. Pour la plupart d'entre eux, cette position se fondait sur la perception selon laquelle il y avait des problèmes graves de cohésion

et de collaboration parmi les États membres actuels de l'UE.

La crise sanitaire actuelle causée par la COVID-19, ainsi que les crises de la dette européenne antérieure et les conséquences politiques en matière de migration, ont mis en exergue ces problèmes. Les participants aux groupes de discussion rassemblant des opposants à l'élargissement faisaient écho aux arguments utilisés par Emmanuel Macron dans un discours lors du sommet des Balkans occidentaux en 2018<sup>16</sup> : ils étaient de l'avis que l'UE avait besoin de

15 Libellé de la question : « Quelle image avez-vous personnellement de l'Union européenne ? Avez-vous une image très positive, plutôt positive, neutre, plutôt négative ou très négative de l'UE ? »

16 Radosavljevic, Z. et Morgan, S. (2018). « The Brief – Macron pulls the Balkan rug » (Macron coupe l'herbe sous le pied aux Balkans). EURACTIV, 25 avril 2018. Disponible à l'adresse <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/the-brief-macron-pulls-the-balkan-rug>

s'attaquer, tout d'abord aux crises et aux problèmes récents dans le groupe actuel d'États membres, avant d'intégrer de nouveaux pays dans l'Union.

*« Je pense que nous avons du mal à bâtir l'unité en Europe. Dans ces conditions, si nous avons de nouveaux États, je pense que cela rendrait les choses encore plus difficiles. ( ) Je pense que, pour l'instant, nous devrions harmoniser et unifier, avant d'accepter de nouveaux États. »*

— Madeleine, 29 ans, opposante particulièrement concernée

*« Actuellement, en particulier avec la crise sanitaire qui nous frappe, nous nous trouvons vraiment à un moment où, selon moi, nous devrions appuyer un peu sur le frein. »*

— Carine, 53 ans, opposante particulièrement concernée

*« Si la crise empire, oui, si elle empire, et bien, je me demande : pourquoi ne pas, tout d'abord, rassembler l'Europe telle qu'elle est avec le nombre de pays qui en font actuellement partie, avant de commencer à en accueillir d'autres ? Oui, car ils pourraient arriver avec tous leurs problèmes. »*

— Cécile, 47 ans, opposante peu concernée

Même s'il s'agissait là d'un sentiment global lié à l'état et à l'avenir de l'UE en général, plusieurs participants ont exprimé également la façon dont cette perception impactait leurs attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux.

*« Je sais qu'il y a un débat en cours sur les Balkans et leur adhésion, mais je ne pense pas qu'à l'heure actuelle, ce serait une bonne chose de les intégrer. Peut-être dans 10 ans. Mais dans la situation actuelle, avec la COVID, nous avons déjà suffisamment de mal à nous prendre en charge nous-mêmes, et nous aurons encore plus du mal à prendre en charge d'autres qui viendraient nous rejoindre. »*

— Valérie, 29 ans, groupe des indécis

Les opposants tendaient aussi à apprécier de manière négative les vagues antérieures d'élargissement de l'UE. La majorité écrasante des opposants à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE était également de l'avis que l'ajout de douze pays à l'UE entre 2004 et 2007 s'était avéré négatif pour cette dernière (entre 76 et 86 %, en fonction de l'importance accordée à la question, schéma 5). Il y avait un large consensus parmi les participants aux groupes de discussion des sous-groupes d'opposants quant au fait que l'UE fonctionnait mieux (et fonctionnerait mieux à l'avenir) lorsqu'elle était limitée à moins d'États membres.

Les raisons invoquées à l'appui de ces avis négatifs sur les vagues précédentes d'élargissement de l'UE et l'adhésion de nouveaux pays à cette dernière sont variées. Dans les groupes de discussion, certains ont indiqué que l'élargissement de l'UE avait progressé trop rapidement et que l'UE avait tenté d'intégrer trop d'aspects de gouvernance trop tôt, notamment en termes de questions économiques. D'autres pensaient, d'une manière plus générale, qu'il y avait trop de différences entre les États membres pour pouvoir établir une cohésion sur les questions culturelles, économiques et stratégiques, et que l'idée même de l'UE ne pourrait fonctionner qu'avec moins de pays.

*« Mon point de vue personnel est que l'Europe voulait tout faire très rapidement (une Europe économique, sociale, culturelle et militaire), tout immédiatement. Et aujourd'hui, rétrospectivement (je ne suis pas un visionnaire, je ne suis pas un politicien), je pense que nous devrions avoir eu une Europe économique d'abord, avec cinq, six, sept, huit pays susceptibles de fonctionner sur le plan économique, et ensuite, une Europe culturelle à 18, une Europe militaire encore plus grande ( ). Pourquoi avons-nous avancé aussi rapidement ? »*

— Pierre, 65 ans, opposant peu concerné

*« Il y a trop de différences. Par exemple, le plus de pays il y a, le plus différents nous sommes. »*

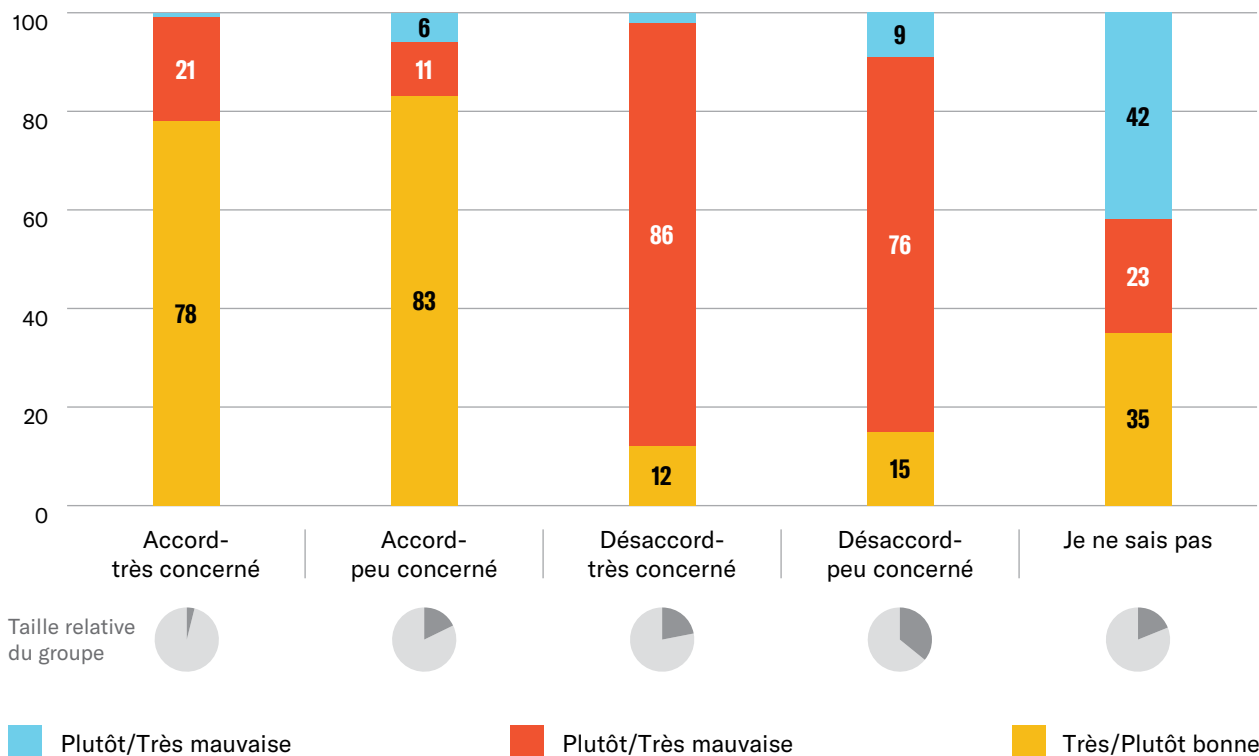
— Sébastien, 38 ans, opposant particulièrement concerné



## SCHÉMA 5

### Appréciation de l'élargissement de l'UE 2004-2007, par attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux<sup>17</sup>

Appréciation de l'élargissement de l'UE 2004-2007 parmi les groupes affichant des attitudes et accordant une importance différentes face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux (en %), N = 2 025 répondants



« Je pense qu'il y a déjà un tas d'États membres. Je ne suis pas en train d'essayer d'être négatif, mais je pense vraiment que c'est compliqué. Le plus il y a de pays, le plus compliqué cela devient. Je pense qu'il y a énormément de différences et de fossés entre les différents pays (). En particulier, au niveau de l'Europe, nous avons tellement de pays qui sont tellement différents. »

— Thierry, 34 ans, opposant peu concerné

Cela contraste vivement avec les points de vue des partisans de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE. Dans ce groupe, environ 80 %

des répondants pensaient que les vagues précédentes d'élargissement de l'UE s'étaient avérées plutôt ou très positives pour l'UE (schéma 5), bien que certains partisans aient reconnu avoir eu, eux-mêmes, des inquiétudes avant l'élargissement. Les participants aux groupes de discussion représentant les partisans ont expliqué qu'ils étaient favorables à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, car ils espéraient que l'intégration d'États membres supplémentaires à l'UE rendrait cette dernière plus forte d'une manière générale, aussi bien sur le plan géopolitique qu'économique.

<sup>17</sup> Libellé de la question : « Entre 2004 et 2007, douze nouveaux États membres ont rejoint l'Union européenne (Bulgarie, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovénie). De votre point de vue, cela fut-il une bonne ou une mauvaise chose pour l'UE ? »

« Nous voulons une puissance économique. Pour cela, nous avons besoin de nous serrer les coudes. »

— Gérard, 62 ans, groupe des partisans

« Une Europe unie, ce n'est pas facile, mais une Europe forte, globale, pourrait être positive. »

— Juliette, 29 ans, groupe des partisans

« Je pense que nous devons nous intéresser à la perspective géopolitique. Le plus forts nous serons, le plus nous réussirons à contrecarrer la Chine, les États-Unis d'Amérique, etc. »

— Marie-Laure, 44 ans, groupe des partisans

Outre les appréciations générales de l'état de l'UE et de l'élargissement de cette dernière, les attitudes concernant la perspective que les pays des Balkans occidentaux rejoignent l'UE étaient également liées au degré auquel les gens se sentaient représentés politiquement, notamment en tant que citoyens, dans l'UE. Alors que certains de ceux opposés à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ont exprimé un manque de confiance dans les représentants élus en général, les partisans se sentaient, généralement, bien représentés dans l'UE et par les politiciens européens élus.

De manière générale, les opposants, mais notamment ceux particulièrement préoccupés par l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux et pour qui la question était importante, ont exprimé un sentiment de mécontentement concernant la prise de décision sur les questions européennes, ainsi qu'un manque de confiance envers les représentants élus. La moitié des opposants peu concernés et 63 % de ceux particulièrement concernés avaient l'impression que les intérêts de la France étaient mal représentés dans l'UE (schéma 6). Ceci pourrait s'expliquer, en partie, par un sentiment de manque de contrôle politique sur la prise de décision européenne, un sentiment clairement exprimé dans le cadre des groupes de discussion :

## **Alors que certains de ceux opposés à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ont exprimé un manque de confiance dans les représentants élus en général, les partisans se sentaient, généralement, bien représentés dans l'UE et par les politiciens européens élus.**

« La dernière fois qu'il y a eu un référendum européen, que s'est-il passé ? Les gens ont voté non. Et qu'est-ce que le président a dit ? Il a dit oui. Aussi, comment faire confiance à nos représentants politiques ? La démocratie européenne est en crise. ( ) Nous vivons cette crise : nous ne faisons pas confiance à nos autorités. »

— Monique, 25 ans, opposante particulièrement concernée

Inversement, la vaste majorité des partisans de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE (entre 75 et 83 %, en fonction de l'importance accordée à la question, schéma 6) ainsi qu'une pluralité des indécis sur la question pensaient que les intérêts de la France étaient bien représentés dans l'UE (45 %). Contrairement aux groupes des opposants, les partisans ont exprimé un consensus clair selon lequel on pouvait faire confiance aux représentants élus pour adopter des décisions sur des sujets complexes tels que l'élargissement de l'UE, pour le compte de la population.

« Nous ne pensons pas que nous devrions décider si un pays y adhère ou pas. Le Parlement est composé de représentants de nos pays. »

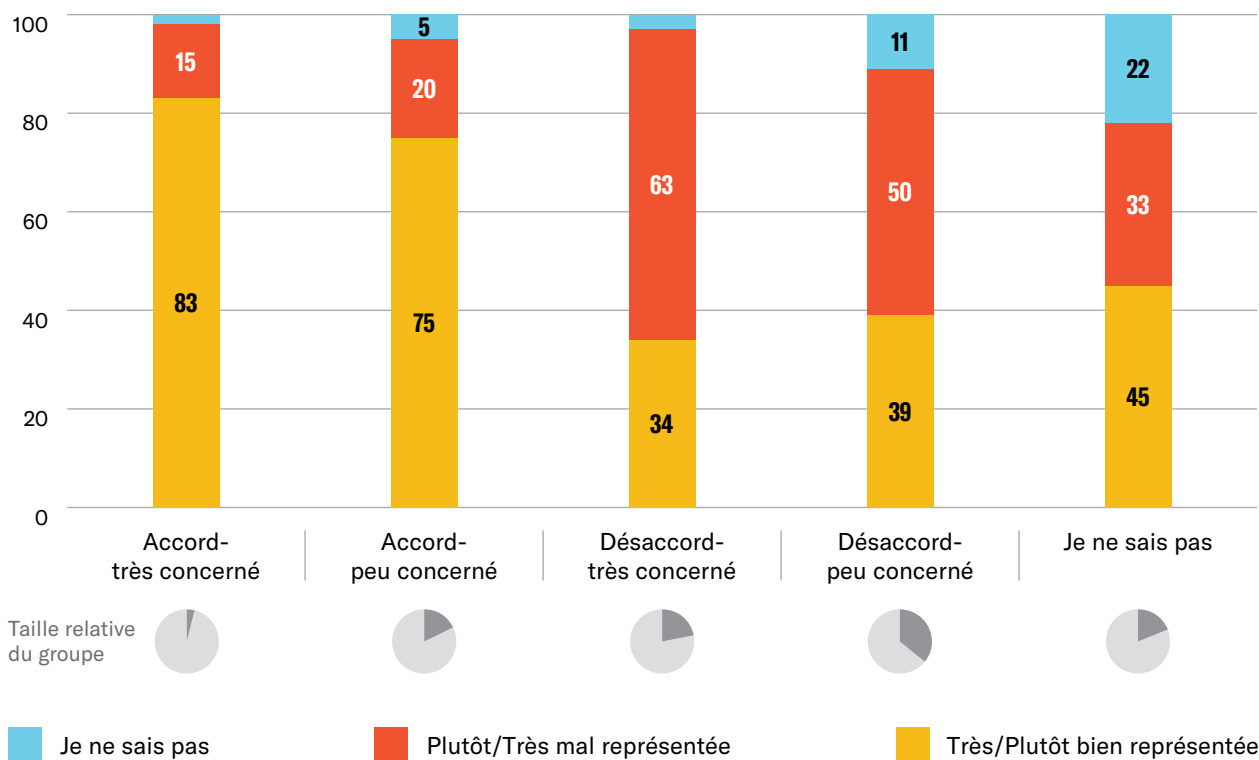
— Julien, 39 ans, groupe des partisans

« Il y a ces politiciens européens, ils débattent sur les lois et le budget, de sorte que c'est à eux de décider. Il s'agit de personnes les plus familiarisées avec le sujet. Ils connaissent les questions géopolitiques, les difficultés. Aussi, je dirais que c'est à eux de décider. Cela fait partie de leur rôle. »

— Luc, 49 ans, groupe des indécis

**SCHÉMA 6 :****Avis sur la représentation des intérêts de la France dans l'UE, par attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux<sup>18</sup>**

Avis sur la représentation de la France dans l'UE parmi les groupes affichant des attitudes et accordant une importance différente face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux (en %), N = 2 025 répondants



Alors que les attitudes générales vis-à-vis de l'UE et le degré de confiance dans le processus politique jouent un rôle significatif dans le façonnage de l'opinion française sur le processus d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, il n'en va pas de même pour plusieurs autres facteurs. Notamment, il convient de déterminer dans quelle mesure la connaissance factuelle des répondants concernant les pays de la région et le processus d'élargissement n'a pas permis de faire la différence en ce qui

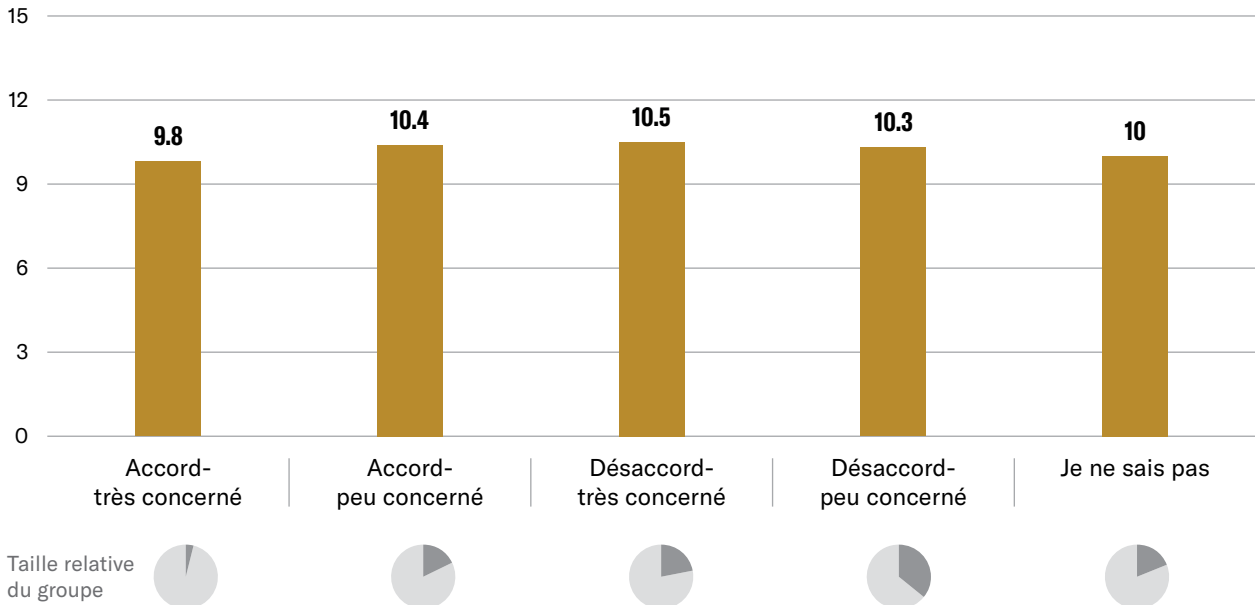
concerne leur appréciation de la question. En moyenne, les partisans, les opposants comme les indécis ont tous obtenu un score similaire après avoir répondu à une série de questions testant leurs connaissances factuelles (schéma 7). Ceci était prévisible, au vu de la faible importance accordée à la question et de la mesure dans laquelle des sentiments latents et plus généraux concernant l'UE et l'élargissement de cette dernière semblent motiver les attitudes.

18 Libellé de la question : « Dans quelle mesure les intérêts de la France sont-ils plus ou moins bien représentés dans l'Union européenne ? Les intérêts de la France dans l'UE sont... »

## SCHÉMA 7

### Connaissance des Balkans occidentaux et des procédures d'élargissement, par attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux<sup>19</sup>

Score moyen de connaissance des bonnes réponses aux 15 affirmations vrai/faux contenues dans les questions, parmi les groupes affichant des attitudes et accordant une importance différente face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, N = 2 025



D'une manière similaire, peu de différences dans les attitudes vis-à-vis de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE s'alignent sur des facteurs démographiques dans la population française. Le sexe et l'âge ont peu d'impact sur les attitudes sur la question, les femmes et les jeunes tendant davantage, un peu plus souvent, à exprimer de l'indécision que les hommes. Les personnes âgées ont un peu plus de chances d'exprimer un avis arrêté sur la question que les personnes plus jeunes,

plus souvent un désaccord, alors que les personnes plus jeunes tendent davantage à être favorables. Par ailleurs, contrairement à ce qui a été le cas pour d'autres questions concernant l'UE, il existe seulement un faible rapport entre le niveau d'études et les attitudes face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, les personnes favorables présentant un niveau d'études légèrement supérieur à la moyenne.

<sup>19</sup> Index des bonnes réponses concernant des questions du type vrai/faux à propos des affirmations suivantes : (i) « Une décision concernant l'adhésion à l'Union européenne des pays des Balkans occidentaux se prend en même temps pour tous les pays candidats des Balkans occidentaux. Les décisions concernant leur adhésion ne sont pas prises au cas par cas. » (ii) « Si les pays des Balkans occidentaux adhèrent à l'Union européenne, alors la Turquie adhère automatiquement à l'Union européenne par la même occasion. » (iii) « Même si la France venait à voter contre l'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne, sa position se verrait renversée si une majorité des autres États membres de l'Union européenne se prononçaient en faveur de l'adhésion au sein du Conseil européen. » (iv) « L'ensemble de la population du Monténégro, de la Serbie, de la République de Macédoine du Nord, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo est à peu près égale à la population totale de la France. » et (v) « Dans la liste des pays ci-dessous, veuillez sélectionner les pays que vous pensez être actuellement des États membres de l'Union européenne. » Croatie, Allemagne, Irlande, Norvège, Serbie, Slovaquie, Ukraine, Royaume-Uni, Albanie, Bosnie, aucun de ces pays

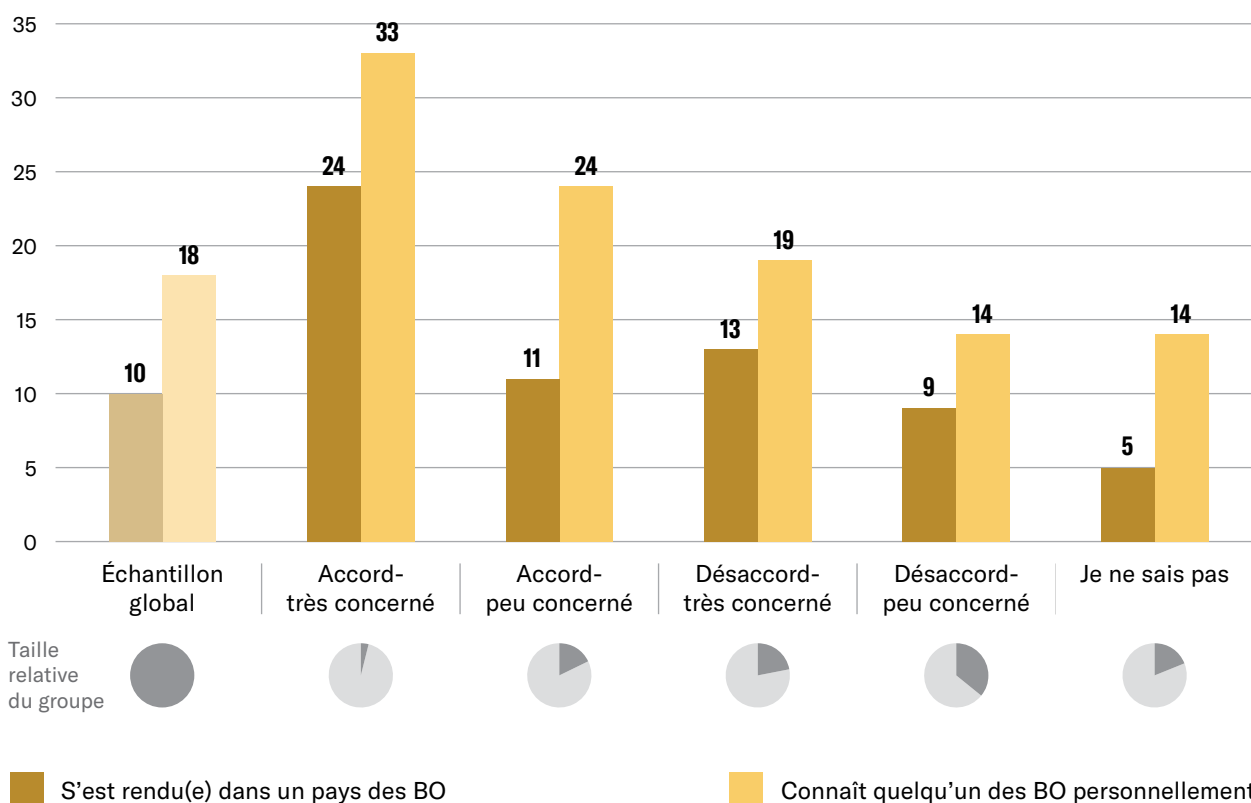
Le fait d'avoir une expérience personnelle concernant un ou plusieurs pays des Balkans occidentaux peut affecter les attitudes concernant l'idée que ces pays deviennent des États membres de l'UE, mais la mesure dans laquelle cela ferait une différence pour le public français en général n'apparaît pas clairement. Peu de Français ont une expérience personnelle des Balkans occidentaux : seulement une personne sur dix (10 %) s'était rendue dans un de ces pays, et uniquement une sur six (18 %) connaissait personnellement quelqu'un de la région.

Les répondants partisans de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux avaient plus de chances d'indiquer qu'ils connaissaient quelqu'un de la région (entre 24 et 33 % des partisans, contre 14 à 19 % des opposants et des indécis) ou qu'ils s'étaient rendus là-bas (24 % parmi les partisans particulièrement concernés contre seulement 5 à 9 % des opposants et des indécis, schéma 8), mais les participants aux groupes de discussion partageaient des types variés d'expériences personnelles, indépendamment de leurs attitudes concernant la question.

## SCHÉMA 8

### Expériences personnelles avec les Balkans occidentaux, par attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux<sup>20</sup>

Expériences personnelles avec les Balkans occidentaux, parmi les groupes affichant des attitudes et accordant une importance différente face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux (en %), N = 2 025 répondants



<sup>20</sup> Libellé de la question : (i) « Avez-vous déjà effectué un voyage dans un des pays suivants : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la République de Macédoine du Nord ou la Serbie ? » et (ii) « Connaissez-vous quelqu'un personnellement originaire de l'un des pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Macédoine du Nord ou Serbie ? »

### 3. LES PARTISANS ET LES OPPOSANTS PARTAGENT DES PRÉOCCUPATIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES BALKANS OCCIDENTAUX, MAIS SEMBLENT LES ABORDER DE MANIÈRE DIFFÉRENTE

Pour ce qui est des appréciations spécifiques des pays des Balkans occidentaux, plusieurs personnes avec des attitudes différentes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE dans la région partagent toute une série d'inquiétudes. Les participants à la recherche (indépendamment de leur attitude et de l'importance qu'ils accordent à la question) reconnaissaient être conscients, par exemple, de l'existence de disparités économiques dans l'Union, de la migration potentielle de la main-d'œuvre et de son impact sur l'économie française, ainsi que des problèmes concernant la stabilité démocratique dans les pays des Balkans occidentaux et dans l'UE dans son ensemble.

Pourtant, les partisans et les opposants montraient des différences claires quant au poids accordé à ces inquiétudes et à la façon dont ils pensaient que l'UE y répondrait d'une manière générale. Fondamentalement, ceux en faveur de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE pensaient que l'UE était capable de relever de tels défis, alors que les opposants se montraient moins optimistes

quant à la capacité de cette dernière à intégrer les pays des Balkans occidentaux. Ceci illustre encore davantage la façon dont les attitudes face à la question sont largement associées aux appréciations générales de l'état de l'UE, et non à des stéréotypes et des inquiétudes propres aux pays des Balkans occidentaux.

De tout le spectre d'avis que l'on trouve en France, l'on peut dégager un sentiment que l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux présente plus d'avantages pour les pays de la région que pour l'UE et ses États membres actuels. Dans tous les groupes de discussion, indépendamment des attitudes face à la question, les participants s'accordaient sur le fait que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro et la Macédoine du Nord profiteraient davantage de leur adhésion à l'UE, en termes d'opportunités économiques, de développement démocratique et de stabilité en général, à la lumière des tensions et des conflits passés, que l'UE ne le ferait de son élargissement dans la région.

« Peut-être est-ce plus bénéfique pour eux que pour nous. »

— Elise, 59 ans, groupe des partisans

« Cela irait dans leur intérêt. Je n'en vois pas l'intérêt pour nous. »

— Carine, 53 ans, opposante particulièrement concernée)

Alors que l'argument selon lequel les pays des Balkans occidentaux pourraient profiter davantage de leur intégration dans l'UE que les États membres actuels constituait une cause de préoccupation parmi les opposants, alors que pour les partisans, il s'agissait d'une raison supplémentaire d'y être

favorables. De leur point de vue, l'UE se doit de soutenir les pays des Balkans occidentaux, et nombreux étaient ceux à considérer que le renforcement de la région dans son ensemble irait dans l'intérêt de l'UE. S'appuyant sur des expériences passées, par exemple, avec le Portugal, les partisans se montraient optimistes quant à la capacité de l'UE à subvenir aux besoins de ces pays et à en relever le niveau de vie. Les opposants, en revanche, étaient de l'avis que, dans son état actuel, l'UE n'avait pas la capacité de subvenir aux besoins de quelque nouveau membre que ce soit, et certainement pas aux besoins de ceux qui nécessitent beaucoup de soutien et d'aides (tableau 4).

## TABLEAU 4

Interprétations des inquiétudes concernant l'impact économique, le développement démocratique et la paix et la stabilité parmi les partisans et les opposants

	PARTISANS	OPPOSANTS
	<p>« Si ces pays rejoignaient l'Union européenne, cela leur permettrait de se développer sur le plan économique. »</p> <p>— Julien, 39 ans, groupe des partisans</p>	<p>« Nous devrions subventionner leur économie, et de ce fait, nous nous retrouverions à verser plus d'argent, alors que notre budget est déjà serré. »</p> <p>— Fleur, 48 ans, opposante peu concernée</p>
<b>Impact économique</b>	<p>« Je pense que cela serait un nouveau marché ou un ensemble de nouveaux marchés pour l'Union européenne. (...) Nous pourrions construire dans ces pays. Construire et développer, et aussi la main-d'œuvre, d'un point de vue géographique. Je pense que cela serait idéal. »</p> <p>— Christophe, 46 ans, groupe des partisans.</p>	<p>« S'agissant des pays des Balkans, et bien, il est fort possible qu'un jour ils connaissent une crise, car ils sont faibles économiquement parlant. S'il y avait une crise dans ces pays, évidemment, l'un des pays européens qui devraient les aider le plus et qui devraient assumer plus de dettes serait la France. »</p> <p>— Aimée, 18 ans, opposante peu concernée</p>

	<b>PARTISANS</b>	<b>OPPOSANTS</b>
<b>Migration de la main-d'œuvre et impact sur l'emploi</b>	<p>« Je pense que la concurrence est saine, et s'ils deviennent membres de l'Union européenne, cela signifierait, comme on dit, qu'il pourrait y avoir une situation gagnant-gagnant en termes d'échanges. Oui, d'accord, la première chose que l'on voit c'est la main-d'œuvre bon marché, et nous avons peur pour nos emplois, mais nous avons des ingénieurs qui se rendront dans ces pays, quoi qu'il en soit, pour développer des affaires. Je pense que, dans l'ensemble, ce serait une situation gagnant-gagnant pour tout le monde. »</p> <p>– Julien, 39 ans, groupe des partisans</p>	<p>« Et beaucoup d'entre eux [les citoyens des pays des Balkans occidentaux] emménageraient dans l'Ouest. Cela poserait problème aussi. Ils le font d'ores et déjà dans une certaine mesure. Je pense que cela empirerait encore davantage. »</p> <p>– Nicolas, 47 ans, opposant particulièrement concerné</p> <p>« Ce que je crains aussi c'est que ces pays ayant un niveau de vie plus bas que le nôtre, nos entreprises y emménageraient, afin de profiter du faible coût de la main-d'œuvre. »</p> <p>– Matthieu, 69 ans, opposant peu concerné</p> <p>« Je suis certaine qu'un certain nombre d'entreprises délocaliseront leurs activités si ces pays nous rejoignent. Certaines entreprises délocaliseront. ( ) Beaucoup de Français sont impactés par le fait que d'autres pays de l'Europe de l'Est aient rejoint l'UE. »</p> <p>– Valérie, 29 ans, groupe des indécis</p>
	<b>Développement démocratique</b>	<p>« Et aussi, cela intégrerait en Europe un ensemble légèrement moins stable de sociétés, lesquelles, espérons-le, deviendraient plus stables, à l'instar des autres. »</p> <p>– Elise, 59 ans, groupe des partisans</p> <p>« Cela pourrait générer plus de démocratie et s'avérer bénéfique pour l'Europe, si ces pays empruntaient la bonne direction. »</p> <p>– Julien, 39 ans, groupe des partisans</p>



	PARTISANS	OPPOSANTS
	<p>« Je suis pour (...) car ceci apporterait de la stabilité dans les Balkans. Et cela permettrait à l'Europe de devenir un meilleur endroit et d'avoir plus de succès. »</p> <p>– Christophe, 46 ans, groupe des partisans</p>	<p>« Lorsque l'on parle des Balkans, je songe à des tensions. (...) Je vois cela comme une source potentielle de tensions. Ces pays sont toujours en train de se titiller les uns les autres. Quid si, pour quelque raison que ce soit, les choses s'enflamment et qu'un conflit généralisé éclate ? »</p> <p>– Pierre, 65 ans, opposant peu concerné</p>
<b>Paix et stabilité</b>	<p>« Dans beaucoup de pays, si l'on s'intéresse à leur passé historique, on peut voir qu'ils ont atteint la paix depuis qu'ils ont rejoint l'Europe, et cela est un très bon point. (...) Je pense que cela pourrait s'avérer bénéfique pour eux, ainsi que pour l'UE, une promesse de paix et de stabilité. »</p> <p>– Julien, 39 ans, groupe des partisans</p>	

Les opposants, indépendamment de l'importance qu'ils accordent à la question, ainsi que les indécis quant à leur attitude vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, partageaient des inquiétudes, notamment concernant les conséquences économiques potentielles de l'élargissement de l'UE et de ses États membres. Alors que certains espéraient que l'intégration de nouveaux pays des Balkans occidentaux pourrait s'avérer bénéfique pour les échanges commerciaux dans l'UE ou renforcer la monnaie unique, à l'exception des partisans, la vaste majorité des participants ont exprimé des inquiétudes quant à l'impact potentiel de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux sur les économies européenne et française.

Les participants des groupes opposants, ainsi que les indécis, s'inquiétaient de la migration à grande

échelle de la main-d'œuvre en provenance des Balkans occidentaux vers la France, ainsi que de la délocalisation des postes de travail de la France vers cette région, outre la pression sur le budget de l'UE et, in fine, sur celui de la France. En particulier, la perte potentielle d'emplois en France était une préoccupation majeure et souvent personnelle, certains participants la reliant directement à des inquiétudes concernant leur propre situation financière. Certains participants associaient aussi leurs inquiétudes concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux à des expériences de la récente crise de la dette publique européenne, affirmant que, comme dans le cas de la Grèce, de nouveaux États membres pourraient rencontrer des difficultés financières et forcer la France à contribuer davantage au budget de l'UE pour financer des aides et des renflouements futurs.

Contrairement aux préoccupations économiques, les inquiétudes culturelles ne semblent pas être une raison prééminente pour s'opposer à l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE. Même si des participants de différents groupes de discussion partageaient des stéréotypes divers concernant la délinquance, le niveau de corruption, la cohésion culturelle et les tensions religieuses dans les pays des Balkans occidentaux, pour la plupart d'entre eux, ces questions semblaient jouer un rôle peu important

**Contrairement aux préoccupations économiques, les inquiétudes culturelles ne semblent pas être une raison prééminente pour s'opposer à l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE.**

dans leurs appréciations de l'élargissement potentiel de l'UE à la région. Seulement quelques participants, et uniquement les opposants qui accordaient beaucoup d'importance à cette question, associaient ces préoccupations à leurs appréciations de la question de savoir si les Balkans occidentaux devraient rejoindre l'UE ou non.

*« Je pense qu'il y a une quantité massive de corruption. Je pense que l'on voit ça assez clairement. Et je ne pense pas que ce soit bon pour les pays voisins ni pour nous. »*

— Nicolas, 47 ans, opposant particulièrement concerné

Contrairement aux inquiétudes largement partagées, peu d'avantages sont considérés par les citoyens comme des bénéfices potentiels indépendamment de leurs attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Dans tous les groupes de discussion, les participants reconnaissent que l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE présenterait des avantages géopolitiques (tableau 5), notamment après avoir vu la position géographique des pays sur une carte par rapport aux États membres actuels de l'UE. Il en a été ainsi même pour les participants des groupes opposants : lorsqu'on leur montrait la carte de l'Europe avec les États membres actuels mis en relief, toute une série de participants étaient surpris que les pays des Balkans occidentaux ne fassent pas déjà partie de l'UE.

**Dans tous les groupes de discussion, les participants reconnaissent que l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE présenterait des avantages géopolitiques. Il en a été ainsi même pour les participants des groupes opposants : lorsqu'on leur montrait la carte de l'Europe avec les États membres actuels mis en relief, toute une série de participants étaient surpris que les pays des Balkans occidentaux ne fassent pas déjà partie de l'UE.**

Les participants ont expliqué que, sur le plan géopolitique, l'adhésion à l'UE devrait protéger la région de la mauvaise influence russe et chinoise, voire américaine. Pour certains, intégrer les pays des Balkans occidentaux dans l'UE viendrait même corriger « une erreur géographique ». Il convient de noter que cette dernière partie de l'argument géopolitique distingue aussi les pays des Balkans occidentaux d'autres candidats à l'accession, et principalement de la Turquie.

**TABLEAU 5**

Réactions face à la carte de l'Europe avec les États membres actuels et les pays des Balkans occidentaux mis en relief en différentes couleurs

<b>GROUPE DES PARTISANS</b>	<b>OPPOSANTS PARTICULIÈREMENT CONCERNÉS</b>
<p>« Leur position géographique les place au cœur de l'Europe. Ils sont des véritables membres de l'Europe. Ils doivent l'être. »</p> <p>– Juliette, 29 ans, groupe des partisans</p> <p>« On ne voudrait pas que les Russes leur mettent le grappin dessus [les Balkans occidentaux], n'est-ce pas ? Oui, on ne sait jamais avec les Russes. Je pense qu'il serait bien mieux de les avoir avec nous que contre nous. »</p> <p>– Elise, 59 ans, groupe des partisans</p>	<p>« Si l'on raisonne d'un point de vue géographique, il semble très évident qu'ils devraient faire partie de l'Europe. »</p> <p>– Sébastien, 38 ans, opposant particulièrement concerné</p> <p>« Géographiquement parlant, oui, absolument. Ils sont européens. »</p> <p>– Nicolas, 47 ans, opposant particulièrement concerné</p>
<b>GROUPE DES INDÉCIS</b>	<b>OPPOSANTS PEU CONCERNÉS</b>
<p>« Oui, si nous avons accepté la Bulgarie, il semblerait logique de les accepter. »</p> <p>– Yves, 35 ans, groupe des indécis)</p> <p>« Plus de cohésion et une entité plus grande pourraient signifier plus d'influence, plus de puissance, du moins si le monde extérieur nous regarde. Aussi, si Donald Trump songe à nous frapper sur la tête, il y réfléchira à deux fois avant de le faire car nous aurons une meilleure cohésion et l'Europe sera plus grande. »</p> <p>– François, 48 ans, groupe des indécis</p>	<p>« Oui, ils sont en Europe et dans ce cas-là, je trouve cela plutôt choquant qu'ils ne soient pas membres de l'Union européenne, lorsque je regarde cette carte en particulier. »</p> <p>– Fleur, 48 ans, opposante peu concernée</p>

D'autres arguments largement partagés en faveur de l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE avaient trait à l'enrichissement potentiel de la vie culturelle dans l'UE et aux nouvelles opportunités en matière de voyages et de tourisme. Le dernier argument apparaissait particulièrement évident pour les participants qui étaient autrement indécis quant à leurs attitudes vis-à-vis du sujet, car il était directement relié à leur expérience personnelle des pays en question.

« Peut-être ces pays pourraient nous apporter une énorme valeur ajoutée, beaucoup de culture, etc. »

– François, 48 ans, groupe des indécis

« Peut-être ce serait [une bonne chose] du point de vue du tourisme. Ce sont de beaux pays. Si nous voyagions dans ces pays et que leur devise était la même que la nôtre, cela constituerait un avantage. Ce serait donc bon pour le tourisme. »

– Luc, 49 ans, groupe des indécis

Enfin, les participants partageaient également le sentiment de manquer d'informations (et dans une certaine mesure de contrôle) sur le processus de prise de décision concernant un nouvel élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Néanmoins, alors que les partisans convenaient que suffisamment d'informations étaient disponibles, mais qu'ils ne les avaient pas encore consultées, les opposants et les

indécis, quant à leur avis sur la question, pensaient qu'ils manquaient d'information sur les processus de prise de décision dans l'UE (tableau 6). Pour certains participants, ce manque d'informations perçu était associé à une absence de contrôle sur le processus et, in fine, à un sentiment de résignation concernant la question.

## **TABLEAU 6**

### **Attitudes concernant l'information sur la prise de décision dans l'UE sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux**

<b>INFORMATIONS SUFFISANTES</b>	<b>INFORMATIONS INSUFFISANTES</b>
<p>« L'UE a consenti beaucoup d'efforts pour communiquer. Dans les villes, il y a des centres d'information de l'UE, où l'on peut se rendre et se procurer toutes sortes d'informations. En tant qu'individu, l'on doit faire l'effort d'aller dans ces centres. Il y a beaucoup de communication entre les États, ils font un effort. »</p> <p>— Gérard, 62 ans, groupe des partisans</p>	<p>« Et bien, on ne sait pas, le problème c'est que l'on ne sait pas. Nous n'avons pas d'informations. Nous accédons à des bouts d'informations, à gauche, à droite, au centre, que nous pouvons voir à la télé, mais c'est tout ce que nous avons. Et bien, j'ai une impression, mais elle ne se fonde pas sur quoi que ce soit de tangible. »</p> <p>— Pierre, 65 ans, groupe des opposants peu concernés</p> <p>« Non, la majorité d'entre nous ne sait même pas ce qu'il se passe. Pourquoi nous donner donc le pouvoir de décider ? »</p> <p>— Margot, 65 ans, groupe des indécis</p> <p>« Personnellement, je ne comprends pas vraiment. J'ai l'impression que je ne contrôle rien du tout. »</p> <p>— Carine, 53 ans, groupe des opposants particulièrement concernés</p>

## 4. LA COMMUNICATION DOIT ABORDER, AVANT TOUT, LES INQUIÉTUDES GÉNÉRALES CONCERNANT L'UE

La présente recherche a mis en évidence la façon dont les attitudes concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux sont plutôt latentes. La question revêt peu d'importance pour beaucoup de Français. Les positions favorables ou défavorables à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux sont très clairement associées aux appréciations générales de l'état de l'UE, aux sentiments de contrôle politique et, dans une certaine mesure, aux attitudes vis-à-vis des vagues précédentes d'élargissement de l'UE, plutôt qu'à la connaissance réelle des Balkans occidentaux ou à des préoccupations explicites concernant cette région. Le niveau de connaissances des citoyens sur la région ou sur le processus d'adhésion à l'UE n'a eu que peu d'impact, voire aucun. En outre, mises à part certaines inquiétudes concernant les conséquences économiques, peu de préoccupations explicites propres aux Balkans occidentaux ont joué un rôle crucial dans la formation des avis des participants sur la question.

Au vu de la mesure dans laquelle les préoccupations, plutôt que les connaissances réelles, façonnent les attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux en France, les possibilités de faire évoluer ces attitudes sur la question s'avèrent très restreintes. Faute de s'attaquer aux préoccupations plus larges exprimées par les citoyens concernant la cohésion européenne et l'avenir de l'UE, il s'avérera difficile de convaincre les opposants à l'élargissement de l'UE, en raison des conséquences potentiellement négatives de celui-ci pour l'UE, et pour la France au sein de l'UE. Sur le long terme, la meilleure piste semble donc être de

s'attaquer aux préoccupations concernant l'avenir de l'UE (à commencer par la conférence sur l'avenir de l'Europe) et de faire en sorte que la communication sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux n'encourage pas des avis négatifs sur la cohésion européenne parmi les électeurs français.

Un moyen d'y parvenir consisterait à faire en sorte que la communication autour de la question apporte de la transparence et garantisse que les citoyens, non seulement en France, se sentent considérés dans le cadre du processus. Ceci pourrait rassurer ceux qui s'y opposent en raison de préoccupations latentes, ainsi que les indécis quant à leur avis sur le sujet. Cette méthode pourrait également répondre à la perception de manque de contrôle sur le processus de prise de décision exprimée dans plusieurs groupes de discussion. La mise à disposition d'informations concernant le processus d'adhésion aux citoyens, les critères associés à l'intégration dans l'UE et l'étape dans laquelle chaque pays se trouve dans le processus

---

**Au vu de la mesure dans laquelle les préoccupations, plutôt que les connaissances réelles, façonnent les attitudes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux en France, les possibilités de faire évoluer ces attitudes sur la question s'avèrent très restreintes**

s'avère particulièrement pertinente, compte tenu du fait que les discussions concernant l'intégration potentielle des pays des Balkans occidentaux dans l'UE sont en cours et constituent un problème politique dans plusieurs États membres, pas uniquement en France.

La législation allemande « *Westbalkanregelung* » (qui permet aux ressortissants des pays des Balkans occidentaux de se rendre en Allemagne pour travailler et faire des études), illustre la façon dont l'information concernant la législation et le travail politique en cours pourrait influencer les attitudes parmi les électeurs en France. Aucun des participants aux groupes de discussion ne connaissait cette réglementation, mais en la découvrant, certains participants du groupe des partisans particulièrement concernés et du groupe des indécis ont pensé qu'elle renvoyait un message intéressant susceptible de modifier, potentiellement, les points de vue sur la question si plus de personnes en avaient connaissance.

*« Et bien, je pense que si nous avons déjà un pays qui a ouvert ses frontières à ces pays, il semblerait raisonnable de leur ouvrir le reste de l'Europe. Autrement dit, le processus a d'ores et déjà commencé. »*

— Juliette, 29 ans, groupe des partisans

Une autre étape cruciale vers l'instauration d'une image de cohésion européenne passerait par l'application des critères fixés pour le processus d'élargissement de manière égale à tous les pays candidats (y compris aux nouveaux États membres à ceux qui le sont d'ores et déjà). Certains participants à la recherche ont indiqué manquer d'informations concernant les progrès accomplis par les pays candidats en ce qui concerne les critères fixés dans le cadre du processus d'élargissement. Un appel à plus de clarté a également été lancé quant à la façon dont ces critères s'appliquent aux différents pays en négociations en vue de leur intégration dans l'UE, ainsi qu'aux États membres actuels. Beaucoup de participants savaient qu'il existait des critères particuliers appliqués aux pays candidats, mais peu étaient en mesure d'en citer un quelconque.

*« Ma question [au président] : sur la base de quels critères souhaitez-vous permettre aux Balkans de rejoindre l'UE ? Comment envisagez-vous de procéder ? Voici ma question, et je pense qu'il s'agit là du point principal et du plus important pour moi. En savoir plus sur le sujet, quels sont les critères et quelle sera la valeur ajoutée pour nous. »*

— François, 48 ans, groupe des indécis

Certains ont également expressément évoqué le fait que, alors qu'il existe des seuils strictement contrôlés que les pays candidats doivent atteindre, par exemple, en matière d'état de droit et de niveau de corruption, les États membres actuels échouent régulièrement à satisfaire ces exigences, apparemment sans conséquence. À cause de ces manquements, les citoyens ont beaucoup de mal à faire confiance au processus d'élargissement et au respect par les pays candidats des critères imposés par l'UE. Pour cette raison, certains participants faisaient écho à des appels à l'établissement d'un processus d'élargissement réversible, ou plutôt à la possibilité de congédier les nouveaux États membres lorsqu'ils ne respectent plus les critères essentiels pour l'adhésion à l'UE.

*« La crédibilité de la nouvelle intégration implique que les États qui sont d'ores et déjà membres de l'UE doivent être uniformes et se gérer les uns les autres de manière efficiente. »*

— Margot, 65 ans, groupe des indécis

*« La Grèce a adhéré et, quelques années plus tard, on s'est aperçu qu'ils avaient raconté beaucoup de mensonges, qu'ils avaient maquillé les comptes (). Dans ces conditions, je propose que nous profitons de cette expérience. Si nous accueillons l'Albanie demain, par exemple, et () réalisons dix ans plus tard qu'ils ont triché dans les comptes, qu'ils les ont maquillés, nous devrions pouvoir faire quelque chose à ce propos. () Je pense que nous devons garder à l'esprit le fait que ces pays qui adhèrent, doivent le faire sur la base de critères stricts. Pourquoi pas une période d'essai ? Ils peuvent adhérer à titre temporaire, et nous verrons comment cela fonctionne. »*

— Pierre, 65 ans, opposant peu concerné

Bien que le fait de tenir informés les Français concernant les critères visant la prise de décision dans le cadre des processus d'élargissement de l'UE ne transformerait pas, soudainement, les opposants en fervents partisans de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, certains messages (s'ils sont mis en avant) pourraient, potentiellement, avoir l'oreille de différents groupes d'électeurs français. L'un de ces messages est constitué par l'argument géopolitique suivant : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'UE viendrait compléter le puzzle européen, renforcer les processus démocratiques en centre Europe et protéger la région de la mauvaise influence extérieure. D'une manière similaire, la communication liée à la cohésion européenne et à la base démocratique de l'UE en tant que ligue de nations parlerait à toutes sortes d'électeurs français, au même titre que les messages soulignant les opportunités commerciales et touristiques potentielles.

*« Aussi, si tout d'un coup, ils [les pays des Balkans occidentaux] ne pouvaient plus faire ce qu'ils voulaient en termes de non-respect des droits de l'homme [ce qui serait positif] ; énormément de progrès ont été accomplis en termes de condamnations d'emprisonnement dans l'Union européenne. Nous sommes très forts en matière de défense des droits de l'homme. »*

— Madeleine, 29 ans, opposante particulièrement concernée

*« Il semble assez évident qu'il faut les intégrer et créer un corridor pour le tourisme, le commerce et toutes sortes de choses. »*

— Juliette, 29 ans, groupe des partisans)

D'autres messages, en revanche, sont peu susceptibles de toucher des groupes divers. D'après les participants aux groupes de discussion, la communication mettant l'accent sur les efforts consentis par l'UE pour renforcer les pays des Balkans occidentaux ne convaincra certainement pas de nombreux opposants, leur opposition ne portant pas, en réalité, sur le fait que les pays de la région rejoignent l'UE. Alors qu'il s'agissait là d'un argument important et convaincant pour les partisans de l'élargissement de l'UE dans la région, certains opposants ont indiqué qu'ils étaient fatigués des appels à leur responsabilité morale et du fait que la question soit réduite à une affaire de gentillesse et de soutien. D'une manière similaire, les opposants en avaient également assez des appels au soutien de l'élargissement en raison de son potentiel pour renforcer la monnaie unique dans l'UE. Plus que toute autre chose, après l'expérience de la crise de la dette en Grèce, cet argument symbolisait du terrain perdu pour eux.

*« Et bien, les gens disent qu'il faut accepter tout le monde. Qu'il faut être gentils. Qu'il faut l'accepter dans leur intérêt. Qu'ils se sentiraient mieux. Que cela sera meilleur pour les droits de l'homme (.). Oui. Mais j'en ai ras le bol. Nous ne vivons pas dans un monde de Bisounours. Pour quelle raison devrions-nous être gentils ? »*

— Monique, 25 ans, opposante particulièrement concernée

*« Quelque chose qui me contrarie vraiment est quand j'entends les gens parler de la monnaie unique. Nous serons plus forts grâce à la monnaie unique. Je dois le reconnaître, j'en ai assez de cela. »*

— Sébastien, 38 ans, opposant particulièrement concerné

# CONCLUSION

La question de savoir si les pays des Balkans occidentaux devraient (oui ou non) rejoindre l'UE est un sujet désormais fréquemment abordé dans le cadre des débats politiques en France. La position provisoire du gouvernement français consistant à s'opposer à un nouvel élargissement de l'UE a laissé une empreinte durable dans les débats afférents à l'élargissement de l'UE en France, ainsi que dans l'Union européenne en général. Dans quelle mesure ces débats dans les hautes sphères concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux reflètent-ils les avis de la population française ?

La présente étude montre que la majorité des Français ont des attitudes plutôt latentes vis-à-vis de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Pour la plupart d'entre eux, la question n'est pas très importante. Trois Français sur quatre pensent que cela n'affecterait pas leur vie énormément, voire pas du tout, si l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie rejoignaient l'UE. Bien que l'opposition à un nouvel élargissement de l'UE soit répandue parmi le public français, une très bonne partie de cette lassitude face à l'élargissement résulte d'inquiétudes plus générales concernant la cohésion européenne, des appréciations des vagues d'élargissement précédentes, l'avenir de l'UE et dans une certaine mesure, le rôle de la France dans cette dernière.

Au vu de la faible importance de la question pour les électeurs français, il semble peu probable qu'une poursuite du processus d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux puisse avoir un impact significatif sur la politique interne française en général, et sur le processus électoral, en particulier. Les craintes que le gouvernement français puisse se voir pénalisé par l'électorat s'il avançait dans l'élargissement ne trouvent pas de fondement

**Trois Français sur quatre pensent que cela n'affecterait pas leur vie énormément, voire pas du tout, si l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie rejoignaient l'UE.**

dans cette recherche. Par rapport à l'opposition disproportionnée des répondants à l'intégration de la Turquie dans l'UE, la question de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE revêt une importance faible. Cela ne signifie pas que les décideurs politiques ne devraient pas faire preuve de vigilance face au désenchantement. En fait, ils devraient veiller tout particulièrement à s'assurer que le processus n'exacerbe pas les sentiments de méfiance (envers l'UE) et de manque de contrôle.

L'étude conclut qu'en France, l'acceptation ou le refus de l'élargissement aux Balkans occidentaux est surtout associé aux appréciations de l'image de l'UE en général, à des sentiments de contrôle politique et de représentation dans l'Union et aux vagues précédentes d'élargissement de l'UE, plutôt qu'à des préoccupations particulières concernant l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE. Alors que les opposants et les partisans partageaient des préoccupations particulières (par exemple, concernant l'impact économique de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, la migration de la main-d'œuvre et les emplois en France, ainsi que le développement économique dans la région et la paix et la stabilité en Europe dans son ensemble), leur appréciation de la capacité de l'UE à relever ces défis était fondamentalement différente.



**Au vu de la faible importance de la question pour les électeurs français, il semble peu probable qu'une poursuite du processus d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux puisse avoir un impact significatif sur la politique interne française en général, et sur le processus électoral, en particulier. Les craintes que le gouvernement français puisse se voir pénalisé par l'électorat s'il avançait dans l'élargissement ne trouvent pas de fondement dans cette recherche.**

---

La plupart des participants aux groupes de discussion, sauf ceux affichant les avis les plus fortement opposés, semblaient bel et bien convenir que l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux apporterait des bienfaits géopolitiques, aurait tout son sens du point de vue géographique et ouvrirait aux Européens plus d'opportunités. Si, à ce stade, l'UE et ses États membres (dont la France) avancent dans le processus d'élargissement, ils pourraient évoquer ces bienfaits apparents. Pourtant, in fine, la stratégie la plus efficace pour renforcer la confiance chez le public dans le processus d'élargissement consisterait à renforcer la confiance envers l'UE, ses institutions et ses règles et procédures, plus généralement. Il s'agit là, bien évidemment, d'un effort de longue haleine, mais c'est aussi, in fine, la meilleure stratégie pour atteindre un changement durable, garantissant que le processus d'élargissement ne contribue pas à une aliénation et à une insatisfaction encore plus marquées chez les électeurs.

Il importe de répondre à ces préoccupations, afin que des progrès soient enregistrés dans les négociations d'adhésion, du moins pour certains pays. Bien qu'au niveau gouvernemental on rencontre certains obstacles, être capable de convaincre le public irait dans l'intérêt des acteurs politiques. Plusieurs participants aux groupes de discussion voyaient

d'un bon œil les idées selon lesquelles l'intégration des Balkans occidentaux dans l'UE viendrait compléter le puzzle européen, ainsi que renforcer la démocratie dans l'ensemble du continent et avoir pour conséquence que l'Europe soit plus forte dans le monde. Néanmoins, seuls ceux qui faisaient confiance à l'UE et à la France pour gérer un tel processus étaient désireux de l'envisager. Pour de nombreux opposants, leur opposition à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux reflète des préoccupations générales concernant la cohésion européenne et un manque de confiance envers l'UE, ses institutions et ses représentants élus pour construire une Europe forte et unie.

Ceci signifie qu'il s'avère nécessaire d'instaurer une certaine confiance envers le processus et d'en renforcer la crédibilité. Ainsi que cela est démontré dans ce rapport, il existe des lacunes de taille dans les connaissances de tous les groupes, et les discussions ont mis en évidence que certaines inquiétudes se fondaient sur un manque d'information perçu. Tenir informés les citoyens sur les critères d'adhésion et les progrès accomplis par les pays d'une manière honnête et transparente contribuerait très probablement à renforcer la confiance envers le processus. La confiance dans la capacité de l'UE à garantir de bons standards est plus grande lorsque les citoyens voient ces standards appliqués aux États membres actuels en cas de problème. Aussi, un changement positif nécessitera d'envisager la question de l'élargissement aux Balkans occidentaux comme un sujet expressément lié aux débats concernant le fonctionnement de l'UE et le rôle de la France au sein de cette dernière. Il est possible de convaincre la population, mais cela requiert un engagement plus ambitieux que de se borner à l'envisager comme étant « pour » ou « contre » une question d'une manière fermée et immuable.

---

**La confiance dans la capacité de l'UE à garantir de bons standards est plus grande lorsque les citoyens voient ces standards appliqués aux États membres actuels en cas de problème.**



# ANNEXE

## MÉTHODES

Pour ce projet, une enquête en ligne conçue pour interroger un groupe représentatif d'habitants de la France concernant leurs perceptions sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux a été suivie d'échanges approfondis au sein de groupes de discussion, pour déterminer la façon dont les différentes parties de la population débattent de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Les questions aussi bien de l'enquête que celles soumises au groupe de discussion ont été élaborées lors d'un atelier d'une journée avec des experts de toute une série d'institutions européennes et françaises impliqués dans les débats sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux.

### Enquête

L'enquête comportait 30 questions abordant un total de 42 sujets d'enquête. Elle a été conçue pour durer jusqu'à 15 minutes. Lorsque cela s'est avéré possible, les sujets d'enquête ont été repris d'enquêtes standards existantes sur les attitudes politiques (comme l'enquête sociale européenne et l'étude sur les valeurs des Européens). L'enquête était programmée pour être menée et gérée en ligne, en coopération avec Bilendi, une société de sondage française. Les répondants ont été recrutés par le biais du panel de Bilendi, et ont été rémunérés sous la forme de points Maximiles. Ils ont été invités à participer à l'enquête par courrier électronique et dirigés vers une interface internet accessible sur smartphones, tablettes et ordinateurs personnels et adaptée à ces appareils. Pour éviter le biais d'autosélection, les participants ont été invités à « participer à une enquête » ou « à faire entendre leur voix », les détails spécifiques du projet n'étant pas inclus dans l'invitation.

## Échantillonnage

Les répondants ont été invités à participer à l'enquête entre le 9 et le 25 mars 2020. Un total de 4 017 personnes ont accepté l'invitation pour y participer. Au début de l'entretien, les répondants ont été classés selon un cadre d'échantillonnage. Ils ont été inclus dans l'échantillon définitif s'ils ont terminé la totalité de l'entretien et réussi un contrôle de qualité des données. Les réponses ont été vérifiées par rapport aux caractéristiques de base de la population (âge minimum de 18 ans, résidant en France métropolitaine, divulgation du niveau d'études), de l'exhaustivité et des omissions techniques, de la vitesse et du refus constant de répondre aux questions. 297 répondants ont quitté l'enquête à mi-entretien et 558 entretiens supplémentaires ont été fermés suite à la réalisation des contrôles de qualité des données (voir tableau 7).

**TABLEAU 7**

Taux de réponse

INDICATEUR	VALEUR
Nombre de répondants à l'enquête	4 017
Enquêtes terminées	2 025
Enquêtes terminées en partie	298
Entretiens terminés	558
Entretiens avec des quotas dépassés	1 136
Taux d'incidence	85 %
Temps moyen de réalisation (en minutes)	10:44
Temps médian de réalisation (en minutes)	7:57

Le cadre d'échantillonnage se fondait sur des quotas et des variables de stratification détaillés, afin d'atteindre une représentation précise de la population adulte française (18 ans et plus). Les variables de stratification incluaient le sexe, les groupes d'âge, les régions et les niveaux d'études. Les cibles ont été choisies en fonction des données les plus récentes de l'INSEE et d'Eurostat, dont des cibles transversales de groupes d'âge et de régions, ainsi que de niveaux d'études et de régions. Avec cette configuration d'objectifs de stratification, l'échantillonnage était aléatoire au sein du panel, afin d'approximer la représentativité de manière effective et de réduire les biais.

Lorsque les quotas attendus représentatifs des caractéristiques de la population ont été remplis, les autres répondants avec ces caractéristiques n'ont plus été acceptés. Du 9 au 18 mars 2020, tous les répondants invités à participer ont été inclus dans l'échantillon consécutivement (43 % de l'ensemble des entretiens terminés). Le reste de l'échantillon a été rempli avec les répondants qui ne correspondaient pas aux quotas de stratification. Afin d'éviter la surreprésentation de certains groupes, un total de 1 136 entretiens (28 % de l'ensemble des répondants échantillonnés) ont été entamés mais ensuite fermés pendant la période allant du 18-25 mars 2020, pour les répondants qui ne correspondaient pas aux cibles de stratification (voir tableau 7).

Les répondants pouvaient choisir le dispositif connecté à internet qu'ils souhaitaient utiliser pour répondre aux questions. La plupart des répondants ont répondu à l'enquête depuis un PC ou un ordinateur portable. Un total de 35 % des répondants ont choisi de répondre à l'enquête sur un dispositif mobile tel qu'une tablette ou un smartphone (voir

tableau 8). Les répondants pouvaient démarrer, quitter et reprendre l'enquête à leur propre convenance.

**TABLEAU 8**  
Dispositifs utilisés pour accéder à l'enquête, sur l'ensemble des entretiens terminés

DISPOSITIF	COMPTE	TAUX
PC/ordinateur portable/netbook	1 224	60 %
Tablette	86	5 %
Smartphone	715	35 %
TOTAL	2 025	100 %

## Représentativité de l'enquête

Le tableau 9 illustre la composition de l'échantillon en fonction des indicateurs socio-démographiques et de la géographie, par rapport aux données les plus récentes disponibles de l'INSEE et d'Eurostat. La représentativité de l'échantillon a été évaluée en fonction du sexe<sup>21</sup>, de l'âge<sup>22</sup>, de la région<sup>23</sup> et du niveau d'études<sup>24</sup>. Le groupe de répondants correspond étroitement à la population adulte française, avec seulement une très légère surreprésentation des femmes, des personnes âgées d'entre 55 et 64 ans et des personnes ayant atteint un niveau d'études plus élevé. Par ailleurs, nous avons évalué les préférences politiques des répondants par rapport au dernier sondage général disponible concernant les préférences en matière de partis politiques, mené par Elabe pour BFMTV en février 2020.<sup>25</sup>

21 « Êtes-vous... ? » Un homme ou une femme

22 « Quel âge avez-vous ? » 18-24, 25-34, 35-44, 45-54, 55-64 ou plus de 65 ans

23 « Dans quelle région vivez-vous ? » Voir liste des régions dans le tableau 3

24 « Veuillez choisir le niveau d'études le plus élevé que vous avez atteint. » Recodage : études inférieures à primaire, primaires et secondaires (premier cycle), secondaires supérieures, post-secondaires non tertiaires et tertiaires.

25 « Sans penser seulement aux élections, de quel parti ou mouvement politique vous sentez-vous le plus proche ? » Voir la liste des partis dans le tableau 3, d'après le sondage BFMTV/Elabe.

**TABLEAU 9**

Échantillon non pondéré et pondéré pour la France (N = 2 025) par rapport aux cibles (en %)

	CIBLE*	ÉCHANTILLON NON PONDÉRÉ	DIFFÉRENCE	ÉCHANTILLON PONDÉRÉ	DIFFÉRENCE
Homme	48	47	-1	48	0
Femme	52	53	+1	52	0
18-24 ans	10	9	-1	10	0
25-34 ans	15	15	0	15	0
35-44 ans	16	16	0	16	0
45-54 ans	17	17	0	17	0
55-64 ans	16	17	+1	16	0
Plus de 65 ans	26	26	0	26	0
Auvergne-Rhône-Alpes	12	12	0	12	0
Bourgogne-Franche-Comté	4	4	0	4	0
Bretagne	5	5	0	5	0
Centre-Val de Loire	4	4	0	4	0
Corse	1	1	0	1	0
Grand Est	9	8	0	9	0
Hauts-de-France	9	9	0	9	0
Ile de France	19	19	0	19	0
Normandie	5	5	0	5	0
Nouvelle-Aquitaine	9	9	0	9	0
Occitanie	9	9	0	9	0
Pays de Loire	6	6	0	6	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8	8	0	8	0
Moins qu'enseignement primaire, enseignement primaire et enseignement secondaire (premier cycle)*	21	20	-1	21	0
Enseignement secondaire (second cycle) et éducation post-secondaire non tertiaire*	43	43	0	43	0
Éducation tertiaire*	37	38	+1	37	0
DLF - Debout la France	2	1	-1	1	-1
EELV - Europe Écologie - Les Verts	8	8	0	8	0
Génération.s	1	1	0	1	0
FI - La France Insoumise	6	6	0	6	0

	CIBLE*	ÉCHANTILLON NON PONDÉRÉ	DIFFÉRENCE	ÉCHANTILLON PONDÉRÉ	DIFFÉRENCE
LO - Lutte Ouvrière	1	1	0	1	0
LR - Les Républicains	9	8	-1	8	-1
LREM - La République En Marche	9	13	+4	13	+4
MoDem - Le Mouvement démocrate	2	3	-1	3	+1
NPA - Le Nouveau parti anticapitaliste	1	1	0	1	0
PC - Le Parti communiste	1	1	0	1	0
PS - Le Parti socialiste	5	8	+3	8	+3
RN - Le Rassemblement National	12	12	0	12	0
UDI - Union des démocrates et indépendants	1	1	0	1	0
Un autre parti ou mouvement politique	1	1	0	1	0
Sans préférence en termes de partis politiques	36	29	-7	29	-7

\*Sexe, âge, région, sur la base des dernières données de l'INSEE 2020, le niveau d'études sur la base d'Eurostat 2019, les préférences en matière de partis politiques sur la base du sondage [BMFTV/Elabe de septembre 2019](#) (à l'exclusion de « Je préfère de ne pas répondre »).

Il convient de noter que les analyses pour ce projet sont plus représentatives des électeurs ou des personnes affichant une préférence en matière de parti politique que pour ceux qui ne votent pas. Il s'agit là d'un phénomène habituel dans les recherches par enquêtes politiques et qui n'a pas d'impact sur les résultats par rapport à d'autres recherches de ce type. Des contrôles de sensibilité ont été menés, pour pondérer l'échantillon en termes de préférences en matière de partis politiques, à des fins de concordance avec la distribution indiquée dans le sondage Elabe/BFMTV, outre les pondérations démographiques appliquées (voir détails sur la pondération dans la procédure indiquée ci-dessous). La pondération par préférence en matière de partis politiques n'a modifié les résultats généraux de l'enquête que légèrement. Les résultats substantifs avec des implications pour la comparaison n'ont pas changé. Il est possible d'obtenir des détails sur ces analyses sur demande.

## Pondération supplémentaire

L'échantillon présentait une surreprésentation mineure des femmes, des personnes âgées d'entre 55 et 64 ans et des diplômés. Afin de compenser cette situation et de faire en sorte que les résultats soient représentatifs de la population nationale en termes démographiques et géographiques, une pondération supplémentaire a été effectuée. Ciblant le fractionnement nationalement représentatif quant au sexe, la région, les tranches d'âge et le niveau d'études, sur la base des données les plus récentes de l'INSEE et d'Eurostat, des pondérations ont été mises en place en utilisant un ajustement proportionnel itératif simultané.

Avec ce processus, une pondération individuelle a été créée pour chaque répondant. Prises ensemble, ces pondérations individuelles ajustent l'échantillon total, de sorte que les variables démographiques sélectionnées se conforment aux valeurs réelles connues de la population en même temps. Les pondérations ont été créées de sorte que les valeurs individuelles ne dépassent pas un poids minimum de

0,8 et maximum de 1,25 par répondant. L'écart type de tous les poids a été fixé pour ne pas dépasser 0,1.

Lorsque l'on applique ces poids propres aux répondants à l'échantillon non pondéré, la surreprésentation mineure en termes de sexe, âge et niveau d'études est éradiquée. Des tests de sensibilité ont été menés sur l'échantillon pondéré définitif, par rapport à l'échantillon non pondéré. Ils ont mis en évidence uniquement de légères différences entre les conclusions présentées dans le rapport (pondérées) et les résultats non pondérés (au plus, deux points de pourcentage pour n'importe quelle statistique individuelle, tableau 10).

## Groupes de discussion

Sur la base des résultats du sondage, les débats des groupes de discussion ont été conçus pour déterminer la façon dont les citoyens affichant les attitudes les plus différentes identifiées dans la population débattent concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Les groupes représentaient les attitudes suivantes :

- (i) Les opposants particulièrement concernés (ceux qui étaient contre l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux et qui accordaient beaucoup d'importance à la question)
- (ii) Les opposants peu concernés (ceux qui étaient contre l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, mais qui accordaient peu d'importance à la question)
- (iii) Les partisans (associant ceux qui accordaient beaucoup d'importance à l'élargissement de l'UE avec ceux pour qui la question était peu importante ou qui n'étaient pas certains de leur avis quant à l'importance de la question)
- (iv) Les participants qui étaient indécis quant à leur avis sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, indépendamment de l'importance qu'ils accordaient à la question

Les participants ont été recrutés au téléphone dans la ville française de Lyon et ses alentours, et classés en quatre groupes en fonction de leurs réponses aux questions de l'enquête, lesquelles déterminaient

des attitudes par rapport à l'importance de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux et leur appréciation de la question. Lyon a été choisie pour tous les groupes de discussion, afin d'assurer une comparabilité entre les groupes et pour pouvoir avoir accès à une population variée, aussi bien urbaine que rurale.

Les groupes de discussion se sont réunis les 23 et 24 septembre 2020 (reportés initialement du 14 au 15 mai 2020, à cause des restrictions liées au coronavirus). Les débats des groupes de discussion ont été conçus pour rassembler les réflexions et les appréciations des participants concernant : (a) l'UE et l'élargissement de l'UE en général, (b) leurs avis sur les Balkans occidentaux en général et sur l'élargissement de l'UE dans cette région en particulier. Il a ensuite été demandé aux participants (c) de réfléchir à l'élargissement de l'UE de façons particulières (par exemple, d'une perspective économique ou humanitaire) et (d) différents types de scénarios et de messages concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ont été testés.

Un total de 28 personnes ont participé aux débats, dans les quatre groupes de discussion, avec sept participants présents dans chaque groupe. Les débats ont duré entre 1 heure 45 et 2 heures, chacun. Le tableau 10 fournit un aperçu des participants, des groupes et des caractéristiques clés. Les participants se sont vu attribuer des pseudonymes reflétant leur sexe.

Les participants aux groupes de discussion étaient âgés d'entre 18 et 69 ans, avec une moyenne d'âge de 47 ans dans tous les groupes, sauf (i) pour les opposants particulièrement concernés, dont les participants étaient un peu plus jeunes en moyenne (38 ans en moyenne). Les participants représentaient un éventail de métiers tels qu'enseignants, administrateurs scolaires, infirmières et salariés hospitaliers, électriciens, avocats, créateurs et ingénieurs. Un participant suivait des études universitaires, un autre était retraité et un autre était chômeur. Ils vivaient en centre-ville, en banlieue et dans des zones plus rurales en dehors de Lyon, avec des niveaux d'études variés, allant d'un niveau neutre (aucune étude achevée) à des niveaux de troisième

cycle et professionnels (BAC +5). Les participants ont indiqué se sentir proches de toute une série de partis politiques (EELV, LREM, LR, DLF, PS, UDI), sans modèle spécifique à quelque groupe que ce soit, et quatre participants ont affirmé ne se sentir proches d'aucun parti politique

Les débats des groupes de discussion ont été enregistrés en vidéo, traduits en anglais et entièrement retranscrits. Les transcriptions ont été analysées thématiquement, en fonction des

questions évoquées (a-d), et des comparaisons entre les groupes ont été réalisées pour l'ensemble des questions clés. Les citations contenues dans ce rapport reposent sur les traductions effectuées par ses auteurs et représentent le choix des mots utilisés par les participants le plus fidèlement possible. Les citations sont indiquées en italiques, les ajouts éditoriaux à des fins de contexte sont marqués entre crochets [ ] et les omissions afin de raccourcir les citations d'origine sont marquées avec un signe ( ) dans l'ensemble du présent rapport.

## TABLEAU 10

### Aperçu et caractéristiques clés des participants aux groupes de discussion

N°	Groupe	Pseudonyme	Sexe	Âge	Profession	L'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux serait	Impact de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux dans nos vies
1	Opposants, particulière concernés	Monique	Femme	25	Enseignante	Très négatif	Quelque peu affectée
2	Opposants, particulière concernés	Madeleine	Femme	29	Avocate	Plutôt négatif	Quelque peu affectée
3	Opposants, particulière concernés	Guillaume	Homme	31	Surveillant scolaire	Plutôt négatif	Fortement affecté
4	Opposants, particulière concernés	Sébastien	Homme	38	Employé de banque	Plutôt négatif	Quelque peu affecté
5	Opposants, particulière concernés	Étienne	Homme	40	Responsable comptable	Très négatif	Quelque peu affecté
6	Opposants, particulière concernés	Nicolas	Homme	47	Responsable des ventes	Très négatif	Quelque peu affecté
7	Opposants, particulière concernés	Carine	Femme	53	Créatrice textile	Plutôt négatif	Quelque peu affectée
8	Opposants, peu concernés	Aimée	Femme	18	Étudiante	Plutôt négatif	Pas du tout affectée
9	Opposants, peu concernés	Thierry	Homme	34	Responsable des assurances	Plutôt négatif	Peu affecté
10	Opposants, peu concernés	Cécile	Femme	47	Assistante scolaire	Plutôt négatif	Ne sait pas
11	Opposants, peu concernés	Fleur	Femme	48	Experte juridique	Plutôt négatif	Peu affectée
12	Opposants, peu concernés	Éléonore	Femme	59	Opératrice	Plutôt négatif	Peu affectée
13	Opposants, peu concernés	Pierre	Homme	65	Consultant RH	Plutôt négatif	Peu affecté
14	Opposants, peu concernés	Matthieu	Homme	69	Retraité	Plutôt négatif	Peu affecté
15	Partisans, particulière concernés + faible	Juliette	Femme	29	Coordnatrice de centre de loisirs	Plutôt positif	Peu affectée
16	Partisans, particulière concernés + faible	Julien	Homme	39	Responsable	Plutôt positif	Peu affecté
17	Partisans, particulière concernés + faible	Marie-Laure	Femme	44	Cadre technique	Plutôt positif	Peu affectée
18	Partisans, particulière concernés + faible	Christophe	Homme	46	Conseiller immobilier	Plutôt positif	Pas du tout affecté



<b>N°</b>	<b>Groupe</b>	<b>Pseudonyme</b>	<b>Sexe</b>	<b>Âge</b>	<b>Profession</b>	<b>L'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux serait</b>	<b>Impact de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux dans nos vies</b>
<b>19</b>	Partisans, particulière concernés + faible	Adel	Homme	50	Électricien	Plutôt positif	Peu affecté
<b>20</b>	Partisans, particulière concernés + faible	Elise	Femme	59	Personnel hospitalier	Plutôt positif	Peu affectée
<b>21</b>	Partisans, particulière concernés + faible	Gérard	Homme	62	Consultant	Très positif	Peu affecté
<b>22</b>	Groupe des indécis	Valérie	Femme	29	Conceptrice graphique	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>23</b>	Groupe des indécis	Yves	Homme	35	Responsable de boulangerie	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>24</b>	Groupe des indécis	Dominique	Femme	46	Enseignante	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>25</b>	Groupe des indécis	François	Homme	48	Vendeur	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>26</b>	Groupe des indécis	Luc	Homme	49	Ingénieur informatique	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>27</b>	Groupe des indécis	Agnès	Femme	56	Travailleuse médico-psychologique	Ne sait pas	Ne sait pas
<b>28</b>	Groupe des indécis	Margot	Femme	65	Responsable des ventes	Ne sait pas	Ne sait pas

**OPEN SOCIETY  
EUROPEAN POLICY  
INSTITUTE**

